



Comptes annuels

clos au 31 décembre 2011



Comptes consolidés
clos au 31 décembre 2011

COMPTES CONSOLIDES EUROGERM 31 DECEMBRE 2011

• BILAN

<i>en milliers d'euros</i>	Note	31/12/2011	31/03/2011
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	1	2 996	3 063
Immobilisations incorporelles	1	642	536
Immobilisations corporelles	1	11 908	9 996
Immobilisations financières	1	1 187	1 161
Titres mis en équivalence	1	319	404
ACTIF IMMOBILISE		17 052	15 160
Stocks et en-cours	2	4 524	4 347
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	3	11 191	8 739
Autres créances et comptes de régularisation	4	1 127	1 129
Valeurs mobilières de placement	5	121	2
Disponibilités		12 747	13 478
ACTIF CIRCULANT		29 710	27 695
TOTAL ACTIF		46 762	42 855
PASSIF			
Capital social	6	430	430
Primes		9 398	9 398
Réserves consolidées		17 415	15 401
Autres		(179)	(166)
Résultat consolidé		2 118	2 879
CAPITAUX PROPRES (part du groupe)		29 182	27 942
INTERETS MINORITAIRES		812	667
PROVISIONS	7	782	677
Emprunts et dettes financières	8	7 494	5 353
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9	5 582	5 850
Autres dettes et comptes de régularisation	10	2 910	2 366
DETTES		15 986	13 569
TOTAL PASSIF		46 762	42 855

▪ **COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ**

<i>en milliers d'euros</i>	Note	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
COMPTE DE RESULTAT			
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	11	42 974	52 818
Autres produits d'exploitation	12	732	816
Production stockée		(24)	(3)
Production immobilisée		0	0
Achats consommés		(23 771)	(29 728)
Charges de personnel	13	(7 483)	(8 829)
Autres charges d'exploitation	14	(6 655)	(8 005)
Impôts et taxes		(644)	(802)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	15	(1 319)	(1 721)
RESULTAT D'EXPLOITATION		3 810	4 546
Résultat financier	17	143	(65)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		3 953	4 481
Résultat exceptionnel	18	20	188
Impôts sur les résultats	19	(1 364)	(1 223)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		2 609	3 446
Résultat des sociétés mises en équivalence		(85)	(21)
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	1	(213)	(285)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 311	3 140
Intérêts minoritaires		193	261
RESULTAT NET PART DU GROUPE		2 118	2 879
Résultat net part du Groupe par action		0,49 €	0,67 €
Résultat net dilué part du Groupe par action	6	0,49 €	0,67 €
EBITDA *		4 941	5 965

**Résultat d'exploitation avant dotations aux amortissements*

• TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros

Capitaux propres part du groupe	Capital	Primes	Réserves consolidées	Ecarts de conversion	Titres de l'entreprise consolidante	Résultat consolidé	Total
31/03/2010	430	9 398	14 637	(82)	(179)	1 793	25 997
Affectation du résultat 31/03/2010			1 793			(1 793)	0
Dividendes distribués			(853)				(853)
Acquisition / cession titres autocontrôle			1		110		111
Variation de périmètre							0
Variation écart de conversion				(15)			(15)
Variation des subventions			(177)				(177)
Divers							0
Résultat de l'exercice 31/03/2011						2 879	2 879
31/03/2011	430	9 398	15 401	(97)	(69)	2 879	27 942
Affectation du résultat 31/03/2011			2 879			(2 879)	0
Dividendes distribués			(858)				(858)
Acquisition / cession titres autocontrôle			9		(28)		(19)
Variation de périmètre							0
Variation écart de conversion				15			15
Variation des subventions			(27)				(27)
Divers			11				11
Résultat de l'exercice 31/12/2011						2 118	2 118
31/12/2011	430	9 398	17 415	(82)	(97)	2 118	29 182

Intérêts minoritaires	Réserves minoritaires	Résultat minoritaires	Total
31/03/2010	373	309	682
Affectation du résultat 31/03/2010	309	(309)	0
Dividendes distribués	(56)		(56)
Variation de périmètre	(277)		(277)
Variation écart de conversion	(10)		(10)
Variation des subventions	69		69
Divers	(2)		(2)
Résultat de l'exercice 31/03/2011		261	261
31/03/2011	406	261	667
Affectation du résultat 31/03/2011	261	(261)	0
Dividendes distribués	(18)		(18)
Variation de périmètre	(39)		(39)
Variation écart de conversion	10		10
Variation des subventions	(3)		(3)
Divers	2		2
Résultat de l'exercice 31/12/2011		193	193
31/12/2011	619	193	812

• **TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE**

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
Résultat net des sociétés intégrées	2 311	3 140
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
Amortissements et provisions (nets) (1)	1 425	1 644
Variation des impôts différés	57	(12)
Plus / Moins-values de cession nettes d'impôt	(4)	(76)
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	3 789	4 696
Variations de stocks et en-cours	119	(850)
Variation des créances d'exploitation	(1 903)	368
Variation des dettes d'exploitation	(198)	275
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(1 982)	(207)
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE	1 807	4 489
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(599)	(1 339)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	49	145
Variation des immobilisations financières	(18)	(93)
Incidence des variations de périmètre	(273)	(508)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux investissements	0	0
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(841)	(1 795)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation de capital en numéraire	0	135
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(858)	(853)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(18)	(56)
Acquisition / cession titres de l'entreprise consolidante	(19)	111
Emissions d'emprunts	36	367
Remboursements d'emprunts	(763)	(921)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 622)	(1 217)
Incidence de la variation des taux de change	7	(18)
Trésorerie d'ouverture à court terme	13 480	12 021
Trésorerie de clôture à court terme	12 831	13 480
VARIATION DE TRESORERIE	(649)	1 459

• ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Le groupe Eurogerm est spécialisé dans la recherche, le développement, le mélange et la commercialisation d'ingrédients céréaliers, d'auxiliaires technologiques et d'améliorants destinés aux producteurs et utilisateurs de farines et céréales techniques qui sont principalement les meuniers et les boulangers industriels en France et à l'international.

Sauf indication contraire, les montants figurant dans la présente annexe sont exprimés en milliers d'euros.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'Assemblée Générale du 27 Septembre 2011 a décidé la modification de la date de clôture de l'exercice qui prend fin le 31 décembre. L'exercice a une durée de 9 mois, couvrant la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011.

Afin d'assurer une comparaison de l'activité et des résultats de cette période de 9 mois, un compte de résultat proforma ainsi qu'un tableau synthétique des flux de trésorerie proforma ont été établis sur une période de 9 mois au 31 décembre 2010 : Cf. paragraphe 5, notes 27 et 28.

Evolutions des participations :

Le point 1.2 de la présente annexe recense l'ensemble des variations du périmètre de consolidation. On notera plus particulièrement :

- La montée à 51% au capital d'IDS Solutions Conditionnement en mai 2011. Cette filiale, consolidée par mise en équivalence jusqu'à cette date, est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2011 (soit 7 mois d'activités). L'impact de cette intégration globale sur les comptes consolidés du Groupe Eurogerm est décrit dans les notes concernées de la présente annexe, dès lors qu'il est significatif.
- La création de la filiale Eurogerm Shanghai, détenue à 50% par Eurogerm SA, dont l'activité n'a pas encore démarrée.

1. Périètre de consolidation

1.1 Périètre de consolidation au 31/12/2011

Au 31 décembre 2011, le périmètre de consolidation se présente comme suit :

Nom de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social	N° SIREN des sociétés françaises
Eurogerm SA	Société mère	-	-	France	St-Apollinaire	349 927 012
GUSTALIS Cérélab	Mise en équivalence	40,00%	40,00%	France	Longvic	504 932 914
GUSTALIS Solutions Saveur	Intégration globale	70,00%	70,00%	France	St-Apollinaire	530 061 068
IDS Solutions Conditionnement	Intégration globale	51,00 %	51,00 %	France	Maligny	450 114 798
Eurogerm Sénégal	Intégration globale	51,00 %	51,00 %	Sénégal	Dakar	
Eurogerm Andina	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	Pérou	Lima	
Eurogerm Mexico	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	Mexique	Mexico	
Eurogerm Algérie	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Algérie	Alger	
Eurogerm Maroc	Intégration globale	65,23 %	65,23 %	Maroc	Casablanca	
Eurogerm LEAG	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	Espagne	Abrera (Barcelone)	
Eurogerm Brasil	Intégration globale	80,00 %	80,00 %	Brésil	Sao Paulo	
Eurogerm USA	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	USA	Andover (Massachusetts)	
Eurogerm SHANGHAI	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Chine	Shanghai	

Sociétés non consolidées

Les sociétés suivantes ne sont pas consolidées en raison de l'intérêt négligeable qu'elles représentent au regard de l'image fidèle.

Raison sociale	Taux de détention
Moulin neuf SARL	13,79 %
Minoterie Taron SARL	10,00 %
Lapogé SCI	10,00 %

Le tableau des filiales et participations figurant dans l'annexe des comptes sociaux d'EUROGERM SA détaille les données financières de ces sociétés non consolidées, dont figurent ci-dessous les principales données financières.

Nom de la société	Capitaux Propres (avant résultat)	Résultat Net
Moulin neuf SARL *	522 K€	68 K€
Minoterie Taron SARL	175 K€	8 K€
Lapogé SCI	206 K€	-63 K€

* A noter que la SARL Moulin Neuf a clôturé un exercice de 9 mois au 31/12/2011.

1.2 Variations de périmètre au cours de l'exercice

- L'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 mai 2011 de la société IDS Solutions Conditionnement a décidé une augmentation de capital souscrite en totalité par la société Eurogerm SA (à hauteur de 67K€).
A la suite de cette augmentation de capital, la société Eurogerm SA est devenue majoritaire (détention portée de 40% à 51%) (Cf. note relative aux faits marquants).
- Création de la filiale Eurogerm Shanghai en Joint Venture avec Nisshin Seifun. Cette filiale est par conséquent consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle (Cf. note relative aux faits marquants).

2. Principes, méthodes et modalités de consolidation

2.1. Référentiel comptable

Les comptes consolidés sont établis selon les principes comptables et les règles d'évaluation fixés par la loi et le code de commerce, en conformité avec le Règlement CRC n° 99-02 du 29 avril 1999 relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et des entreprises publiques.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 comportent 9 mois d'activité compte tenu du changement de la date de clôture approuvé par l'Assemblée Générale du 27 septembre 2011.

Des informations consolidées pro-forma établies sur une période de 9 mois au 31 décembre 2010 sont présentées au paragraphe 5 de la présente annexe.

Les règles et méthodes comptables sont identiques à celles utilisées pour l'exercice clos le 31 mars 2011.

2.2. Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode n'est à signaler.

2.3. Modalités de consolidation

2.3.1. Méthodes de consolidation

Les états financiers des sociétés dans lesquelles Eurogerm exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Les sociétés pour lesquelles le contrôle est partagé avec un partenaire, sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés pour lesquelles Eurogerm exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les incidences des transactions entre les sociétés du Groupe sont éliminées.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont consolidées sur la base de leurs comptes arrêtés au 31 décembre 2011, mis en harmonie avec les principes comptables retenus par le Groupe.

2.3.2. Conversion des transactions libellées en monnaie étrangère

Les états financiers des filiales étrangères ont été convertis en euros en utilisant les taux suivants :

- Taux de clôture de l'exercice pour les postes du bilan autres que les éléments de la situation nette,
- Taux moyen de l'exercice pour le compte de résultat,
- Taux historique pour les éléments de capitaux propres.

La différence de conversion qui apparaît au passif du bilan est la conséquence de l'utilisation de ces différents taux.

Les taux de conversion retenus pour la consolidation sont :

		Taux de clôture		Taux moyen		
		31/12/2011	31/03/2011	31/12/2011	31/03/2011	31/12/2010
Algérie	Dinar algérien	0,01024 €	0,01005 €	0,00982 €	0,01026 €	0,01026 €
Mexique	Peso	0,05540 €	0,05908 €	0,05701 €	0,06077 €	0,06082 €
Pérou	Nouveau sol	0,28615 €	0,25144 €	0,25978 €	0,26882 €	0,27224 €
Maroc	Dirham	0,08981 €	0,08845 €	0,08858 €	0,08962 €	0,08988 €
Brésil	Real Brésilien	0,41392 €	0,43369 €	0,42704 €	0,43854 €	0,43843 €
USA	Usd	0,77286 €	0,70388 €	0,71430 €	0,73798 €	0,73567 €
Chine	Yuan Chinois	0,12257 €		0,11445 €		

2.4. Méthodes et règles d'évaluation

2.4.1. Généralités

Les états financiers des sociétés du groupe ont été le cas échéant retraités préalablement à la consolidation afin d'être mis en harmonie avec les principes comptables du groupe, précisés ci-après.

2.4.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles correspondent pour l'essentiel :

- aux logiciels amortis sur une période linéaire de 3 à 5 ans,
- aux écarts d'acquisition des titres de participation constatés dans le cas où le prix d'acquisition excède, à la date du rachat, la quote-part dans les capitaux propres retraités de la société concernée. Son montant est déterminé après affectation des plus ou moins values latentes aux éléments d'actifs identifiables et de la prise en compte des passifs latents.

Ces écarts sont amortis selon le mode linéaire. Les objectifs stratégiques fixés par le groupe dans le cadre de sa politique de croissance externe conduisent à retenir une durée d'amortissement comprise entre 15 et 20 ans.

En outre, un amortissement exceptionnel complémentaire est comptabilisé dans le cas où la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est supérieure à sa valeur actuelle. La valeur actuelle est calculée sur la base d'une méthode de valorisation multicritères, dont celle des Discounted Cash Flows (DCF) réalisée sur la base d'un plan d'affaires pluriannuel.

Des tests de perte de valeur des écarts d'acquisition ont été réalisés à l'occasion de la clôture des comptes 2011. Ces tests ont été réalisés sur la base de la valeur d'utilité déterminée en appliquant la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les hypothèses clés retenues sont les suivantes pour l'écart d'acquisition de la société Eurogerm Leag :

- Des flux futurs de trésorerie à 5 ans
- Un taux d'actualisation avant impôt de 8.72 % ;
- Un taux de croissance à l'infini de 1,5 % pour la détermination de la valeur terminale, appliqué sur les cash flows de la dernière année du plan ;
- un taux d'impôt de 30 % appliqué sur les flux de trésorerie futurs.

Au 31 décembre 2011, aucun indice de perte de valeur n'a été détecté suite à la réalisation de ces tests.

En conformité avec le Règlement 99-02, les acquisitions de fonds de commerce sont comptabilisées en écarts d'acquisition.

Les dépenses liées aux activités de recherche et développement sont comptabilisées en charges dès qu'encourues.

2.4.3. Immobilisations corporelles

Les terrains, constructions et équipements sont évalués à leur coût d'acquisition.

Les durées et modalités d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :

- Constructions	20 à 30 ans	Linéaire
- Installations et agencements	8 à 15 ans	Linéaire
- Matériels et outillages industriels	5 à 12 ans	Dégressif ou Linéaire
- Matériels de transport	4 à 5 ans	Linéaire
- Mobiliers et matériels de bureau	3 à 10 ans	Dégressif ou Linéaire

Les contrats de crédit-bail immobilier et mobilier sont retraités comme si les biens correspondants avaient été acquis à crédit dès lors qu'ils transfèrent au groupe la quasi-totalité des risques inhérents à la propriété de l'actif loué. Les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan pour leur valeur vénale à la date d'acquisition et amorties en fonction de leur durée de vie économique estimée. En contrepartie, une dette financière du même montant apparait au bilan et s'amortit suivant le plan de remboursement du crédit-bail souscrit. Les contrats de location dans lesquels le bailleur ne transfère pas la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété de l'actif sont classés en tant que contrats de location simple, les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

2.4.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont représentatives de dépôts de garantie comptabilisés à leur valeur historique, des participations non consolidées et également de comptes de placement quasi disponibles pour un montant de 929 K€ (comptes à terme en garantie d'emprunts et avances faites dans le cadre du contrat de liquidité de la société consolidante)

2.4.5. Stocks et en-cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les produits finis et en-cours de production sont valorisés au coût de production.

Les dépréciations nécessaires sont constituées sur les stocks présentant un risque d'obsolescence et les produits dont la valeur vénale (de marché) au 31 décembre est inférieure à la valeur comptable telle que ci-dessus définie.

Les profits internes, inclus dans les stocks des sociétés du groupe sont éliminés et l'effet de l'impôt correspondant est reconnu.

2.4.6. Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Elles ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.4.7. Impôts différés

Afin d'assurer une meilleure représentation de la situation fiscale différée, le groupe utilise la méthode du report variable qui tient compte pour le calcul des impôts différés, des conditions d'imposition connues à la fin de l'exercice.

Les comptes consolidés enregistrent des impôts différés résultant pour l'essentiel :

- de l'annulation des provisions réglementées
- de la constatation de l'impôt sur les subventions d'investissement
- des différences temporaires entre le résultat fiscal et le résultat retraité
- de l'élimination des profits internes
- du retraitement des crédits-baux
- des déficits fiscaux reportables dans la mesure où l'actif constaté est certain à la date de clôture.

2.4.8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une dépréciation calculée pour chaque ligne de titre de même nature, afin de ramener leur valeur au cours de Bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées. Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti.

2.4.9. Provisions pour Risques et charges

Le groupe applique le règlement CRC n° 2000-06 sur les passifs.

Les provisions pour risques sont constituées pour faire face à l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

2.4.10. Avances conditionnées

Les avances conditionnées comptabilisées dans les comptes individuels en "autres fonds propres" sont comptabilisées en dettes dans les comptes consolidés compte tenu de leur caractère remboursable.

2.4.11. Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

2.4.12. Participation des salariés

Conformément aux dispositions du règlement 99-02, la participation des salariés est comptabilisée dans le poste "Charges de personnel" du compte de résultat.

2.4.13. Résultat par action

Le résultat net consolidé par action est obtenu en divisant le résultat net Part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Pour le calcul du résultat net dilué, le résultat net Part du Groupe de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions sont ajustés de l'incidence maximale de la conversion des éléments dilutifs en actions ordinaires.

2.4.14. Indemnités de départ à la retraite

La loi française exige, le cas échéant, le versement d'une indemnité de départ à la retraite. Cette indemnité est déterminée en fonction de l'ancienneté et du niveau de rémunération au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis aux salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les indemnités légales et conventionnelles sont évaluées pour chacun des salariés français du Groupe Eurogerm présent à la clôture en fonction de son ancienneté théorique le jour de son départ en retraite, selon les dispositions de la norme IAS 19 "Avantages du personnel", conformément à la recommandation 03-R-01 du CNC du 1^{er} avril 2003.

Le montant de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière, ne fait pas l'objet d'une provision, mais il est inscrit en engagements hors bilan. Les hypothèses retenues sont les suivantes (méthode d'évaluation rétrospective avec salaire de fin de carrière) :

- taux annuel de revalorisation des salaires (inflation comprise) : 2 %
- taux net annuel de capitalisation (inflation comprise) : 4 %
- taux de mobilité (turn over) : 4% de 15 à 49 ans – 0% à partir de 50 ans
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- modalités de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- taux annuel d'actualisation : 4%
- taux de charges sociales patronales : 45%

3. Notes relatives au bilan et au compte de résultat

NOTE 1 : IMMOBILISATIONS

L'évolution des immobilisations s'analyse comme suit :

IMMOBILISATIONS	31/03/2011	Acquisitions/ Augmentations	Variations de périmètre **	Cessions/ Diminutions	31/12/2011
Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce	53				53
Ecart d'acquisition	4 166		146		4 312
Autres immobilisations incorporelles *	1 702	226	8	0	1 936
Total immobilisations incorporelles	5 921	226	154	0	6 301
Immobilisations corporelles					
Terrains	794	18	40		852
Constructions	7 858	42	2 363		10 263
Matériel et outillage	6 887	197	989	283	7 790
Autres immobilisations corporelles	2 685	183	49	177	2 740
Avances et acomptes / immob.	0			0	0
Total immobilisations corporelles	18 224	440	3 441	460	21 645
Immobilisations financières					
Participations	77			0	77
Dépôts et cautionnements	121	14	6	16	125
Autres immobilisations financières	963	22			985
Total immobilisations financières	1 161	36	6	16	1 187
Titres mis en équivalence	564		(160)	85	319
TOTAL	25 870	702	3 441	561	29 452

* parmi les 226 K€ d'acquisitions : 165 K€ sont relatifs au développement d'un nouveau système de gestion intégré (en complément des 173K€ constatés au 31 mars 2011).

** concerne exclusivement l'impact de l'intégration globale au 31 mai 2011 de la société IDS Solutions Conditionnement (Cf. Note sur les faits marquants). Les contrats de crédits baux immobiliers et mobiliers ont été retraités dans les comptes consolidés du Groupe Eurogerm.

Les montants bruts retraités sont les suivants :

- Terrains : 40 K€
- Constructions : 2300 K€
- Matériel et outillage : 460 K€

Le poste « Autres immobilisations financières » se décompose essentiellement de la façon suivante à la clôture :

- comptes à terme en garantie d'emprunts : 500 K€
- avance de trésorerie / contrat de liquidité : 429 K€

L'évolution des amortissements et dépréciations s'analyse comme suit :

AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS	31/03/2011	Augmentations	Variations de périmètre *	Diminutions	31/12/2011
Immobilisations incorporelles					
Fonds de commerce	0				0
Ecart d'acquisition	1 103	213			1 316
Autres immobilisations incorporelles	1 219	120	8		1 347
Total immobilisations incorporelles	2 322	333	8	0	2 663
Immobilisations corporelles					
Terrains	0				0
Constructions	2 025	364	375		2 764
Matériel et outillage	4 786	421	493	274	5 426
Autres immobilisations corporelles	1 417	229	38	137	1 547
Total immobilisations corporelles	8 228	1 014	906	411	9 737
Total immobilisations financières	160		(160)	0	0
TOTAL	10 710	1 347	754	411	12 400

* concerne exclusivement l'impact de l'intégration globale de la société IDS Solutions Conditionnement, société mise en équivalence auparavant (Cf. Note sur les faits marquants). Les contrats de crédits baux immobiliers et mobiliers ont été retraités dans les comptes consolidés du Groupe Eurogerm.

Les amortissements cumulés retraités sont les suivants :

- Amortissements des constructions : 355 K€
- Amortissements du matériel et outillage : 91 K€

La ventilation des valeurs nettes comptables par zone géographique est la suivante :

Valeurs nettes comptables	31/12/2011			31/03/2011		
	France	Export	Total	France	Export	Total
Immobilisations incorporelles						
Fonds de commerce	53		53	53		53
Ecart d'acquisition **	1 029	1 967	2 996	935	2 128	3 063
Autres immobilisations incorporelles	188	63	251	241	69	310
Immobilisations incorporelles en cours	338		338	173		173
Total immobilisations incorporelles	1 608	2 030	3 638	1 402	2 197	3 599
Immobilisations corporelles						
Terrains	486	366	852	446	348	794
Constructions	7 099	400	7 499	5 455	378	5 833
Matériel et outillage	1 943	421	2 364	1 601	500	2 101
Autres immobilisations corporelles	871	322	1 193	967	301	1 268
Avances et acomptes / immob.			0			0
Total immobilisations corporelles	10 399	1 509	11 908	8 469	1 527	9 996
Immobilisations financières						
Participations	77		77	77		77
Dépôts et cautionnements	52	72	124	46	75	121
Autres immobilisations financières	986		986	963		963
Total immobilisations financières	1 115	72	1 187	1 086	75	1 161
Titres mis en équivalence	319		319	404		404
TOTAL	13 441	3 611	17 052	11 361	3 799	15 160

** Au 31 décembre 2011, la valeur nette des écarts d'acquisition se répartit de la façon suivante :

- Leag – Laboratorio : 1 967 K€ (2007)
- Fonds de commerce Gustalis Solutions Saveur : 888 K€ (2011)
- IDS : 141 K€ (2011)

NOTE 2 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks et en-cours se décomposent comme suit :

STOCKS	31/12/2011	31/03/2011	Variation
Matières premières et approvisionnements	3 159	2 689	470
Encours	42	0	42
Produits finis et marchandises	1 357	1 693	(336)
Total stocks (brut)	4 558	4 382	176
Provisions pour dépréciation matières premières et approvisionnements	(20)	(13)	(7)
Provisions pour dépréciation des produits finis et marchandises *	(14)	(22)	8
Total stocks (nets)	4 524	4 347	177

* Dont reprise utilisée 36 K€(exploitation)

NOTE 3 : COMPTES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

La ventilation se présente comme suit :

CLIENTS	31/12/2011	31/03/2011	Variation
Clients *	11 467	9 181	2 286
Factures à établir	116	114	2
Total clients (bruts)	11 583	9 295	2 288
Provisions pour dépréciations clients **	(392)	(556)	164
Total clients (nets)	11 191	8 739	2 452

* dont 386 K€de créances à plus d'un an.

** dont reprise utilisée 302 K€(exploitation) Cf. Notes 12 et 14 : dont reprise de 300K€relatifs à une créance provisionnée à 100% au 31 mars 2011, et comptabilisée en pertes d'exploitation pour le même montant sur l'exercice.

NOTE 4 : AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

L'ensemble des autres créances a une échéance à moins d'un an. La ventilation se présente comme suit :

AUTRES CREANCES	31/12/2011	31/03/2011	Variation
Fournisseurs débiteurs	137	144	(7)
Organismes sociaux	15	24	(9)
Etat IS	101	53	48
Etat TVA	401	381	20
Produits à recevoir	140	107	33
Divers	99	240	(141)
Charges constatées d'avance	314	254	60
Total autres créances (brut)	1 207	1 203	4
Provision pour dépréciation *	(80)	(74)	(6)
Total autres créances (net)	1 127	1 129	(2)

* dont reprise utilisée = 0 K€

NOTE 5 : VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Au 31/12/2011, il n'existe pas de plus ou moins-values latentes.

NOTE 6 : CAPITAL SOCIAL

Au 31/12/2011, le capital social est composé de 4 295 521 actions de 0,10 € de valeur nominale.

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 septembre 2008, a décidé l'attribution de 22 250 options de souscription d'actions dans le cadre de l'ouverture d'un plan de stock options. Ce plan a été arrêté en conformité de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 2 février 2007. Le prix de souscription a été fixé par le Conseil d'Administration à 13 euros (valeur également retenue pour le calcul de la contribution sociale de 10%). Les mandataires sociaux bénéficiaires sont tenus de conserver au minimum 10% des actions issues de la levée de leurs options jusqu'à la date de cessation de leurs fonctions. Aucune de ces options n'a été exercée en date du 31/12/2011.

L'effet dilutif sur le résultat par action de ces options est sans incidence au 31/12/2011, le résultat net par action dilué s'établissant à 0,49 € par action au 31 décembre 2011.

Les subventions d'investissement sont inscrites en capitaux propres pour 372 K€

Contrat de liquidité :

Eurogerm a confié à NATIXIS SECURITIES l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme de 0.5 million d'euros a été initialement portée au crédit du compte de liquidité.

Les acquisitions d'actions propres sont déduites des capitaux propres. Les pertes et profits liés aux achats et ventes d'actions propres sont comptabilisés en capitaux propres.

Au 31 décembre 2011, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité est de : 5.895 actions

NOTE 7 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES, IMPÔTS DIFFERES PASSIF

Les provisions se décomposent comme suit :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES, IDP	31/12/2011	31/03/2011
Provisions pour risques et charges	185	137
Impôts différés passif	597	540
Total provisions	782	676

Détail des provisions pour risques et charges :

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31/03/2011	Augmentation	Variations de périmètre *	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2011
Provisions pour litiges	0					0
Provisions pour impôt	0					0
Autres risques et charges	137	41	15	8		185
Total provisions	137	41	15	8	0	185

dont dotations et reprises :

d'exploitation

financières

exceptionnelles

41

15

8

* concerne IDS Solutions Conditionnement.

Détail des impôts différés :

	31/12/2011	31/03/2011
Décalage temporaire du paiement de l'impôt	173	161
Gain d'IS sur déficits	0	0
Subventions d'investissement	(142)	(149)
Provisions réglementées	(376)	(347)
Retraitement crédit-bail	(375)	(331)
Retraitement marges en stock	123	126
Divers		
Total	(597)	(540)
Dont actif	0	0
Dont passif	(597)	(540)

NOTE 8 : EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les emprunts et dettes financières du groupe s'analysent comme suit :

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	31/12/2011	Echéancier de remboursement			31/03/2011
		Moins de 1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	
Emprunts bancaires	1 686	440	1 083	163	1 755
Soldes créditeurs de banques	311	311			0
Comptes courants hors groupe	3	3			7
Avances Coface et Anvar	44	9	35		40
Crédits baux mobiliers *	366	119	247		124
Crédits baux immobiliers *	5 084	488	1 800	2 796	3 427
Total	7 494	1 370	3 165	2 959	5 353
Dont partie à taux variable	642	303	339		894
Dont partie à taux fixe	6 494	744	2 791	2 959	4 412
Dont partie non rémunérée	359	324	35		47

* Les hausses par rapport au 31/03/2011 s'expliquent par l'intégration de l'endettement lié aux crédits baux appartenant à la société IDS Solutions Conditionnement (Cf. Note relative aux faits marquants et note 1 sur les immobilisations), soit 2.2 M€ au 31 décembre 2011.

Les emprunts bancaires s'élèvent à 1 686 K€ au 31 décembre 2011. L'emprunt dont le montant initial est le plus élevé (1.000 K€) et dont le capital restant dû au 31/12/2011 s'élève à 464K€ à un taux d'intérêt E3M+0,75, plafonné à 5%. Il est garanti par le nantissement de comptes à terme bloqués à hauteur de 500 K€ (Cf. Note 1).

La ventilation des emprunts et dettes financières par devises est la suivante :

EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES PAR DEVICES (<i>en milliers</i>)	31/12/2011	31/03/2011
Euros	7 348	5 196
Dinar Algérien	0	0
Nouveau Sol péruvien	129	155
Peso mexicain	0	0
Real brésilien	17	2
Dirham marocain	0	0
Total	7 494	5 353

NOTE 9 : DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Le détail du poste s'analyse comme suit :

FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	31/12/2011	31/03/2011
Fournisseurs	5 238	5 507
Factures Non Parvenues	344	343
Total	5 582	5 850

NOTE 10 : AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

Le détail des autres dettes est le suivant :

AUTRES DETTES	31/12/2011	31/03/2011
Dettes sociales		
Comité d'entreprise	0	2
Congés payés	448	449
Participation des salariés	254	242
Autres charges à payer au personnel	269	106
Organismes sociaux	903	714
Dettes fiscales		
Etat - TVA	217	133
Etat - IS	385	169
Autres dettes fiscales	174	198
Autres dettes		
Clients créditeurs, avoirs à établir	192	192
Charges à payer diverses	68	161
TOTAL	2 910	2 366

Ces autres dettes ont une échéance inférieure à un an.

NOTE 11 : CHIFFRE D'AFFAIRES

L'évolution du chiffre d'affaires, ainsi que sa répartition géographique, est la suivante :

		31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Ventes de biens et marchandises	France	22 209	27 289
	Export	19 413	24 278
Ventes de prestations de services	France	611	395
	Export	741	856
Total		42 974	52 818

Pour l'impact des variations de périmètre cf. Note 27.

L'impact du taux de change sur l'évolution du chiffre d'affaires n'est pas significatif.

La répartition du chiffre d'affaires par marchés est la suivante :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Correcteurs de meunerie et pré-mix secteur meunerie	9 050	10 947
Améliorants de panification et pré-mix secteur boulangerie industrielle	17 523	21 905
Ingrédients, concepts, avants produits de pâtisserie et divers	16 401	19 966
Total	42 974	52 818

NOTE 12 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Subvention d'exploitation	56	341
Transfert de charges	172	206
Reprises provisions sur stocks	36	57
Reprises provisions créances clients *	340	31
Crédit Impôt Recherche	120	181
Produits divers	8	0
Total	732	816

* Cf. Note 3

NOTE 13 : CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel s'analysent comme suit:

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Salaires bruts	5 175	6 034
Charges sociales	2 037	2 556
Participation des salariés	271	239
Total	7 483	8 829

NOTE 14 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation se décomposent comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Fournitures non stockées	384	411
Locations	579	722
Entretiens, maintenance	403	544
Assurance	223	254
Personnel extérieur	466	659
Commissions sur ventes	405	454
Honoraires	990	1 412
Publicités et promotions	254	318
Transport	1 587	1 863
Missions, réceptions, déplacements	574	688
Affranchissements et télécom	155	201
Autres *	635	479
Total	6 655	8 005

* dont 300 K€ de pertes sur clients au 31/12/2011 : Cf. Note 3

NOTE 15 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS D'EXPLOITATION

Le poste s'analyse comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Dépréciations de stocks	33	36
Autres provisions	8	8
Dépréciations des créances clients	147	258
Sous-total	188	302
Amortissements	1 131	1 419
Total	1 319	1 721

NOTE 16 : FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le montant des frais de recherche et développement du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'élève à 401K€

NOTE 17 : CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Le résultat financier se décompose comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)		31/03/2011 (12 mois)	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Revenus des placements de trésorerie	255		248	
Gains de change	205		87	
Escomptes	0	31	1	38
Pertes de change		38		85
Intérêts sur emprunts (retraitements de crédit-bail inclus)		244		243
Intérêts bancaires		9		
Autres charges et produits financiers	12	7	0	35
Total	472	329	336	401
Total net		143		(65)

NOTE 18 : CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Les charges et produits exceptionnels se détaillent comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Produits de cession des immobilisations	49	176
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	(45)	(100)
Quote-part de subvention d'investissement	37	147
Charges sur litiges		
Reprises provisions exceptionnelles	8	53
Dotations amortissements et provisions exceptionnelles	(40)	(111)
Divers	11	23
Total	20	188

NOTE 19 : IMPOT SUR LES SOCIETES

Ventilation de l'impôt sur les sociétés

L'impôt comptabilisé sur l'exercice se décompose comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Impôt exigible	1 303	1 270
Impôt différé	61	(47)
Total	1 364	1 223

Preuve d'impôt

L'impôt comptabilisé sur l'exercice s'analyse comme suit :

	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Résultat consolidé des sociétés intégrées avant impôt	3 675	4 363
Taux d'impôt	33,33%	33,33%
Impôt sur les sociétés théorique	1 225	1 454
Impôt sur les sociétés comptabilisé sur l'exercice	1 364	1 223
Ecart	139	(231)
Décomposition de l'écart :		
Accroissement sur charges non déductibles	79	104
Allègement sur pertes fiscales non activées antérieurement	0	(55)
Crédits d'impôt	(22)	(26)
Allègement sur bénéfices exonérés (pôle de compétitivité)	0	(200)
Divers	82	(54)

4. *Autres informations*

NOTE 20 : RISQUES FINANCIERS

- **Risque de taux d'intérêt**

- Endettement financier

L'endettement financier du groupe est présenté à la note 8 du présent document.

- Trésorerie du groupe

Au 31 décembre 2011, la trésorerie positive du groupe s'élève à 12 868 K€ composée de :

- disponibilités à hauteur de 12 747 K€;
- SICAV monétaires à hauteur de 121 K€;

Cette trésorerie, essentiellement non rémunérée, n'est pas investie en produits de placements obligataires. Le groupe n'est donc pas exposé, sur ses placements et disponibilités, à un risque de taux d'intérêt significatif.

Le Groupe dispose également d'une trésorerie à moyen terme à hauteur de 929 K€ inscrite en immobilisations financières, composée de :

- . Comptes à terme bloqués en garantie : 500 K€ (dont 250 K€ < 1 an)
- . Avances trésorerie (contrat de liquidité) : 429 K€

- Sensibilité à la variation des taux

La sensibilité maximale à la hausse ou à la baisse de 100 points de base des taux d'intérêts sur l'endettement financier à taux variable est inférieur à 20 K€. Le groupe n'a donc pas mis en place de politique de couverture spécifique de son risque de taux.

- **Risque de liquidité**

En milliers d'euros	31/12/2011	31/03/2011
Emprunts & dettes financières (1)	7 494	5 353
Disponibilités & valeurs mobilières (2)	12 868	13 480
Trésorerie nette (2) - (1)	5 374	8 127
Trésorerie à moyen terme (3)	929	943
Trésorerie nette totale (2) - (1) + (3)	6 303	9 070

Compte tenu de sa trésorerie nette positive au 31 décembre 2011 et de sa capacité à générer des flux nets de trésorerie d'exploitation positifs, le groupe estime ne pas être confronté à un quelconque risque de liquidité.

- **Risque de change**

Au titre de l'exercice clos, la société Eurogerm SA a poursuivi ses contrats de ventes à terme de devises, destinés à couvrir des ventes futures en dollars, pour un montant total de 213 KUSD qui se décomposent comme suit :

- 189 KUSD au cours de 1.3803 (échéance Novembre 2012)
- 24 KUSD au cours de 1.334 (échéance Décembre 2012)

Les comptes des filiales étrangères (hors zone euro) sont convertis selon les règles et méthodes décrites au paragraphe 2.3.2 du présent document. Le tableau suivant indique, à la date du 31 décembre 2011, la part des actifs, passifs, et engagements hors bilan en devises.

En milliers d'unités	Dinar Algérien	Nouveau Sol Pérou	Peso mexicain	Dirham Marocain	Real Brésilien	Dollar Américain	Yuan Chinois
Actifs	19 572	4 052	15 503	6 670	617	274	875
Passifs	-	411	3 452	1 765	131	5	409
Position nette avant gestion	19 572	3 641	12 051	4 905	486	269	466
Hors bilan							
Position nette après gestion	19 572	3 641	12 051	4 905	486	269	466
En euros au 31/12/2011	196	1 042	668	440	201	208	57

- **Risque actions**

La société Eurogerm SA ne détient pas de portefeuille d'actions en dehors de ses titres de participations. En revanche, elle détient, via un contrat de liquidité, 5.895 de ses propres actions à la clôture des comptes (Cf. Note 6). Les excédents de trésorerie sont placés en SICAV monétaires et en comptes à terme.

NOTE 21 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

	31/12/2011	31/03/2011
Cautions données	100	100
Dettes garanties par des sûretés réelles	837	839
Indemnités de départ à la retraite *	546	536
Total	1 483	1 475

* avant couverture par des contrats d'assurance (220 K€ au 31 décembre 2011).

- Instruments financiers

La société Eurogerm SA a souscrit au cours de l'exercice des contrats de ventes à terme de devises pour un montant global de 213 K USD (Cf. Note 20).

- Droit individuel à la formation

Le volume d'heures de formation correspondant aux droits acquis au titre du droit individuel à la formation au 31 décembre 2011, n'ayant pas donné lieu à demande, s'élève à 12 659 h.

- Locations-financement / locations simples

Les locations-financement ont fait l'objet d'un retraitement intégral dans les comptes consolidés par l'inscription d'un actif et d'une dette au bilan. En revanche, les locations simples (mobilières et immobilières) sont maintenues en charges d'exploitation.

Les engagements de locations simples sont les suivants :

	31/12/2011	Paiements dus par période			31/03/2011
		A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	
Contrats de locations immobilières	725	311	376	38	915
Contrats de locations mobilières	569	239	329	0	432
Total Locations simples	1 294	550	705	38	1 347

NOTE 22 : EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

L'effectif moyen du groupe a évolué comme suit :

	31/12/2011	31/03/2011
Cadres	58	58
Non cadres	154	124
Effectif global	212	182

Les effectifs de la société IDS Solutions Conditionnement sont intégrés à compter du 27 mai 2011.

NOTE 23 : REMUNERATIONS ALLOUEES AUX ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature perçues, des sociétés françaises et étrangères membres du groupe, par les organes de direction et d'administration de la société consolidante est le suivant :

	31/12/2011	31/03/2011	31/12/2011	31/03/2011	31/12/2011	31/03/2011
	Jetons de présence		Salaires et avantages		Nombre d'options de souscription d'actions attribuées	
	(9 mois)	(12 mois)	(9 mois)	(12 mois)		
Organes d'Administration (administrateurs)	5	5				
Organes de Direction (PDG et DG délégué)			269	416	3 000	3 000

NOTE 24 : EVENEMENTS POST CLOTURE

Néant.

NOTE 25 : ENTREPRISES LIEES

La société ACG, détenue par Monsieur Jean Philippe GIRARD, réalise au profit de la société Eurogerm SA des prestations de conseil, d'assistance en matière de définition de stratégie, de politique commerciale et de marketing. A ce titre, la rémunération versée à la société ACG s'est élevée à 401 K€HT au titre de l'exercice.

Le groupe Informatique Minute, détenu majoritairement par la société ACG, réalise au profit d'Eurogerm SA des prestations recouvrant notamment le développement de programmes et logiciels, la maintenance informatique et la vente de matériel informatiques. Le montant de ces prestations s'est élevé à 328 K€HT au titre de l'exercice.

NOTE 26 : HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

<i>en milliers d'euros</i>	ECA		SECC	
	Montants H.T.		Montants H.T.	
	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Audit Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés				
Société mère	56	50	11	11
Filiales intégrées globalement	8	5		
Examen limité				
Société mère				
Filiales intégrées globalement				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
Société mère	25	25	9	9
Filiales intégrées globalement	3	2		
<i>Sous-total</i>	92	82	20	20
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
Autres				
<i>Sous-total</i>				

5. *Informations pro forma*

Référentiel comptable :

Les données pro forma consolidées suivantes (compte de résultat et tableau synthétique des flux de trésorerie sur 9 mois au 31 décembre 2010) ont été établies en conformité avec la méthodologie des comptes consolidés issue du règlement 99-02 du Comité de la Règlementation Comptable.

Objectif de l'établissement de ces données pro forma :

La présentation de ces données consolidées du Groupe Eurogerm au 31 décembre 2010 sur une période de 9 mois a pour objectif de permettre une parfaite comparaison des performances financières réalisées par le groupe au titre de l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2011.

Hypothèses retenues :

Le compte de résultat consolidé pro-forma 31 décembre 2010 a été établi :

- Sur la base des comptes annuels de 12 mois (retraités pour les besoins de la consolidation) auxquels ont été soustraits le 1er trimestre de l'année civile 2010, pour les filiales étrangères clôturant leurs comptes au 31 décembre,
- Sur la base de situations intermédiaires de 9 mois au 31 décembre 2010 (retraitées pour les besoins de la consolidation), pour les sociétés françaises et filiales étrangères clôturant leurs comptes au 31 mars.

Par ailleurs, le compte de résultat qui suit montre la contribution des variations de périmètre (Cf. note 1.2 de la présente Annexe) au compte de résultat consolidé du 31 décembre 2011.

NOTE 27 : COMPTE DE RESULTAT PRO-FORMA

<i>en milliers d'euros</i>	31/12/2011 (9 mois)	31/12/2010 Proforma (9 mois)	Variation	Contribution des variations de périmètre au 31/12/2011 *
COMPTE DE RESULTAT				
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	42 974	40 269	2 705	1 380
Autres produits d'exploitation	732	599	133	30
Production stockée	(24)	(5)	(19)	(25)
Production immobilisée	0	0	0	0
Achats consommés	(23 771)	(22 921)	(850)	(413)
Charges de personnel	(7 483)	(6 564)	(919)	(470)
Autres charges d'exploitation	(6 655)	(5 941)	(714)	(310)
Impôts et taxes	(644)	(582)	(62)	(35)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(1 319)	(1 359)	40	(137)
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 810	3 496	314	20
Résultat financier	143	(5)	148	(105)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	3 953	3 491	462	(85)
Résultat exceptionnel	20	167	(147)	
Impôts sur les résultats	(1 364)	(869)	(495)	
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	2 609	2 789	(180)	(85)
Résultat des sociétés mises en équivalence	(85)	(21)	(64)	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(213)	(210)	(3)	
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 311	2 558	(247)	(85)
Intérêts minoritaires	193	214	(21)	
RESULTAT NET PART DU GROUPE	2 118	2 344	(226)	(85)
Résultat net part du Groupe par action	0,49 €	0,55 €		
Résultat net dilué part du Groupe par action	0,49 €	0,55 €		
EBITDA	4 941	4 560	381	157

* Impact de la consolidation des sociétés IDS Solutions Conditionnement et Eurogerm Shanghai. Cf. Faits marquants de l'exercice.

NOTE 28 : TABLEAU SYNTHETIQUE DES FLUX DE TRESORERIE PRO-FORMA

Données en milliers d'euros	31/12/2011 (9 mois)	31/12/2010 (proforma 9 mois)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	1 807	2 334
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-841	-923
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 622	-1 070
Incidence de la variation des taux de change	7	0
Flux nets globaux de trésorerie	-649	341



**Rapport des Commissaires aux
Comptes sur les comptes consolidés
clos au 31 décembre 2011**

SA EUROGERM

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice : 1^{er} avril 2011 - 31 décembre 2011

S.E.C.C

**15 Rue George Sand
21300 CHENOVE**

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT

**37 Rue Elsa Triolet – Parc Valmy
21000 DIJON**

Exercice : 1^{er} avril 2011 - 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EUROGERM, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 – Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 2 de l'annexe des comptes consolidés expose les méthodes de consolidation et principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe.
- Comme précisé dans la note 2.4.2 de l'annexe des comptes consolidés, la société procède, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition afin de déterminer si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur nette comptable. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Chenôve et à Dijon, le 27 avril 2012
Les Commissaires aux Comptes



Oliver SARLIN

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT



Jérôme BURRIER



Comptes sociaux
clos au 31 décembre 2011

COMPTES SOCIAUX EUROGERM 31 DECEMBRE 2011

BILAN ACTIF

(en euros)	Note	31/12/2011			31/03/2011
		Brut	Amortissements & provisions	Net	Net
Frais d'établissement		-	-	-	-
Frais de recherche et de développement		-	-	-	-
Concessions, brevets et droits similaires		1 438 007	1 250 402	187 605	241 648
Fonds commercial	1.3	63 365		63 365	63 365
Autres immobilisations incorporelles		338 000		338 000	173 000
Avances et acomptes		-	-	-	-
Total immobilisations incorporelles		1 839 372	1 250 402	588 970	478 013
Terrains		-	-	-	-
Constructions		1 886 377	902 113	984 264	1 054 376
Installations techniques, matériel et outillage		3 398 432	1 926 681	1 471 752	1 587 828
Autres immobilisations corporelles		2 038 488	1 181 068	857 420	960 059
Immobilisations en cours				0	0
Avances et acomptes				0	0
Total immobilisations corporelles		7 323 297	4 009 862	3 313 436	3 602 263
Participations		5 830 220	560 000	5 270 220	5 108 766
Créances rattachées à des participations		-	-	-	-
Autres titres immobilisés		-	-	-	-
Prêts		-	-	-	-
Autres immobilisations financières		1 129 049	-	1 129 049	1 078 625
Total immobilisations financières		6 959 269	560 000	6 399 269	6 187 390
ACTIF IMMOBILISE	2.1	16 121 938	5 820 264	10 301 674	10 267 665
Stocks matières premières		2 288 452	19 563	2 268 889	2 125 212
En-cours de production de biens				-	-
Stocks produits intermédiaires et finis				-	-
Marchandises		557 508	7 824	549 684	670 559
Avances et acomptes versés s/ commandes				-	-
Créances clients et comptes rattachés	2.4	10 414 511	54 623	10 359 888	8 146 115
Autres créances		1 051 293		1 051 293	863 946
Valeurs mobilières de placement		1 661		1 661	1 661
Disponibilités		11 291 136		11 291 136	12 821 319
Charges constatées d'avance		411 292		411 292	397 200
ACTIF CIRCULANT		26 015 853	82 010	25 933 843	25 026 011
Charges à répartir sur plusieurs exercices				-	-
Primes de remboursement des obligations				-	-
Ecart de conversion actif					28 192
TOTAL ACTIF		42 137 791	5 902 273	36 235 517	35 321 868

BILAN PASSIF

(en euros)	Note	31/12/2011	31/03/2011
Capital social ou individuel (dont versé : 429 552)	2.5	429 552	429 552
Primes d'émission, de fusion, d'apport		9 397 809	9 397 809
Réserves légales		42 955	42 955
Réserves réglementées		-	-
Autres réserves		15 886 515	13 852 204
Report à nouveau		862	8 447
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		1 895 411	2 884 969
Subventions d'investissement		73 644	84 058
Provisions réglementées		1 125 606	1 038 221
CAPITAUX PROPRES	2.6	28 852 355	27 738 215
Produits des émissions de titres participatifs			-
Avances conditionnées		43 740	40 000
AUTRES FONDS PROPRES		43 740	40 000
Provisions pour risques		146 680	134 379
Provisions pour charges		-	-
PROVISIONS	2.3	146 680	134 379
Emprunts obligataires convertibles		-	-
Autres emprunts obligataires		-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		512 509	671 959
Emprunts et dettes financières divers		771	1 100
Total dettes financières		513 280	673 059
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 494 105	4 882 951
Dettes fiscales et sociales		1 859 469	1 623 661
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		241 167	227 770
Produits constatés d'avance		1 833	1 833
Total dettes d'exploitation		6 596 574	6 736 215
DETTES	2.7	7 109 854	7 409 274
Ecart de conversion passif		82 887	0
TOTAL PASSIF		36 235 517	35 321 868

COMPTE DE RESULTAT

(en euros)	Note	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Ventes de marchandises		3 402 941	5 992 722
Production vendue de biens		28 938 204	35 990 253
Production vendue de services		1 053 644	1 204 382
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	3.1	33 394 788	43 187 357
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation		7 626	79 370
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	2.3 & 3.5	647 576	483 574
Autres produits		8	266
Total des produits d'exploitation		34 049 999	43 750 567
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		79 184	134 759
Variation de stocks (marchandises)		135 754	(239 179)
Achats de matières premières et autres approvisionnements		19 194 624	25 747 864
Variation de stocks de matières premières & approvisionnements		(150 281)	(377 806)
Autres achats et charges externes		5 233 960	6 716 225
Impôts, taxes et versements assimilés		575 403	695 020
Salaires et traitements		3 490 542	4 404 060
Charges sociales		1 653 018	2 122 798
Dotations aux amortissements sur immobilisations	2.2	588 413	786 349
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations			
Dotations aux provisions pour dépréciations sur actif circulant	2.3	36 327	236 848
Dotations aux provisions pour risques et charges			
Autres charges	2.3	309 014	58 551
Total des charges d'exploitation		31 145 959	40 285 489
RESULTAT D'EXPLOITATION		2 904 040	3 465 078
Produits financiers de participations		44 705	61 810
Autres intérêts et produits assimilés		271 842	288 183
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		28 192	300 000
Différences positives de change		46 571	45 584
Produits financiers		391 310	695 576
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		100 000	49 192
Intérêts et charges assimilés		45 201	58 290
Différences négatives de change		11 203	30 634
Charges financières		156 404	138 116
RESULTAT FINANCIER		234 907	557 460
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		3 138 946	4 022 538
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		28 092	80 775
Produits exceptionnels sur opérations en capital		56 893	216 202
Reprises sur provisions et transferts de charges		21 286	1 317 386
Produits exceptionnels		106 270	1 614 362
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		22 171	10 096
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		29 148	1 433 260
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		149 164	281 104
Charges exceptionnelles		200 482	1 724 460
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3.4	(94 212)	(110 098)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		253 664	228 743
Impôts sur les bénéfices	3.6	895 659	798 728
TOTAL DES PRODUITS		34 547 579	46 060 505
TOTAL DES CHARGES		32 652 168	43 175 536
BENEFICE OU PERTE		1 895 411	2 884 969

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 36 235 517 Euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont le chiffre d'affaires est de 33 394 788 Euros et dégageant un bénéfice de 1 895 411 Euros.

L'exercice a une durée de 9 mois, couvrant la période du 01/04/2011 au 31/12/2011.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Sauf indication contraire, les montants figurant dans la présente annexe sont exprimés en euros.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- L'Assemblée Générale du 27 Septembre 2011 a décidé la modification de la date de clôture de l'exercice qui prend fin le 31 décembre 2011. L'exercice a une durée de 9 mois, couvrant la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011.
Des données pro-forma consolidées figurent dans l'annexe aux comptes consolidés.
- Une augmentation de capital a été réalisée sur la filiale IDS Solutions Conditionnement en mai 2011. Cette augmentation de capital par compensation de compte courant a été souscrite uniquement par Eurogerm SA à hauteur de 67K€, ce qui a eu pour effet de porter notre pourcentage de détention à 51% au lieu de 40%, et de devenir ainsi majoritaire.
- Création de la filiale Eurogerm Shanghai, détenue à 50% par Eurogerm SA, dont l'activité n'a pas encore démarré. Le montant du capital apporté par Eurogerm SA est de 125K€

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

1.1. Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général 2005.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce ainsi que des règlements CRC relatifs à la réécriture du plan comptable général 2005 applicables à la clôture de l'exercice.

1.2.Changement de méthode comptable

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

1.3. Fonds commercial

Nature	Montant des éléments				Montant de la dépréciation
	Achetés	Réévalués	Reçus en apport	Global	
FONDS COMMERCE ALPHA GLOBE	53 357	-	-	53 357	-
MALI DE FUSION	-	-	10 007	10 007	-
Total	53 357	-	10 007	63 364	-

Le fonds de commerce correspond à un fonds lié à la vente de graines acheté en 1991 pour un montant de 350 KF. Cette activité a depuis été développée par la Société (création notamment de la marque GRAINE DE CHAMPION) et dégage à ce jour une capacité d'exploitation bénéficiaire.

Méthodes d'évaluation et de suivi du fonds de commerce : la valeur actuelle (valeur d'inventaire) des fonds de commerce est déterminée, chaque année, en fonction de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés pour ces actifs ou groupes d'actifs auxquels ils se rapportent.

1.4. Autres immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évalués à leur coût d'acquisition, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Ces éléments sont amortis sur la durée de leur utilisation par l'entreprise à savoir :

	Valeurs brutes	Valeurs nettes	Taux d'amortissement
LOGICIELS	176 405	5 213	100.00
LOGICIELS	39 753	31 376	50.00
LOGICIELS	951 617	137 820	25.00
LOGICIELS	188 886	65	20.00
BREVETS ET DIVERS	62 127	13 129	5.00 à 50.00

1.5. Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

1.6. Evaluation des amortissements

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Catégorie	Mode	Durée
Constructions	LINEAIRE	20 ANS
Agencements et aménagements	LINEAIRE	DE 5 A 10 ANS
Installations techniques	LINEAIRE	DE 3 A 10 ANS
Matériels et outillages	LINEAIRE OU DEGRESSIF	DE 3 A 10 ANS
Matériel de transport	LINEAIRE	5 ANS
Matériel de bureau	LINEAIRE OU DEGRESSIF	DE 2 A 5 ANS
Mobilier	LINEAIRE	DE 3 A 10 ANS

Depuis l'application du nouveau règlement sur les actifs, l'excédent constaté entre l'amortissement dégressif et l'amortissement linéaire est comptabilisé en amortissement dérogatoire (via le résultat exceptionnel).

1.7. Titres immobilisés

Les titres de participation, ainsi que les titres immobilisés, ont été comptabilisés au prix pour lequel ils ont été acquis majoré des éventuels frais d'acquisition de titres de participation. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans.

Les titres ont le cas échéant été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la clôture de l'exercice.

La valeur actuelle (valeur d'inventaire) des titres de participation est déterminée en fonction de l'actif net comptable corrigé de la rentabilité, des plus et moins values latentes, des perspectives d'avenir et de l'utilité de détenir la participation. L'estimation de la valeur d'inventaire peut donc justifier le maintien d'une valeur nette supérieure à la quote-part de l'actif net comptable.

1.8. Autres immobilisations financières

Les autres immobilisations financières sont représentatives du contrat de liquidité, de comptes à terme en garantie d'emprunt et de dépôts et cautionnement comptabilisés à leur valeur historique.

Les actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité sont comptabilisées pour leur valeur d'acquisition. Une dépréciation est constatée dans le résultat financier si le cours moyen du mois précédent la date de clôture est inférieur à la valeur d'acquisition. Les résultats de cession de ces actions sont comptabilisés pour leur montant net dans le résultat exceptionnel. (cf. 3.4 résultat exceptionnel)

Au 31 décembre 2011, 5 895 actions propres EUROGERM sont détenues par le biais du contrat de liquidité pour une valeur brute de 429 K€ Aucune provision pour dépréciation n'est comptabilisée.

Dans le cadre du contrat de liquidité, la société a acheté au cours de l'exercice 22 300 actions au prix moyen de 15.71 € et vendu 21 238 actions au prix moyen de 15.84 €

1.9. Evaluation des matières et marchandises

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition selon la méthode du FIFO.

Les frais de stockage n'ont pas été pris en compte pour l'évaluation des stocks.

1.10. Evaluation des produits en cours

Les produits et en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

1.11. Dépréciation des stocks

Les stocks et en cours ont, le cas échéant, été dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice.

1.12. Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les avances accordées aux filiales du groupe sont rémunérées au taux fiscalement déductible.

1.13. Dépréciation des créances

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

1.14. Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

En cas de cession portant sur un ensemble de titres de même nature conférant les mêmes droits, la valeur des titres a été estimée au prix d'achat selon la méthode du FIFO.

1.15. Dépréciation des valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement ont été dépréciées par voie de provision pour tenir compte :

- Pour les titres cotés, du cours moyen du dernier mois de l'exercice.
- Pour les titres non cotés, de leur valeur probable de négociation à la clôture, de l'exercice.

1.16. Disponibilités en Euros

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

1.17. Disponibilités en devises

Les liquidités immédiates en devises ont été converties en Euros sur la base du dernier cours de change précédant la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion ont été directement comptabilisés dans le résultat de l'exercice en perte ou en gain de change.

1.18. Provisions pour risques et charges

Conformément au règlement CRC 2000-06, une provision est constituée dès qu'une sortie probable de ressources, sans contrepartie, est identifiée.

1.19. Charges et produits exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

1.20. Opérations en devises

Lors d'acquisition d'actif en monnaie étrangère, le taux de conversion utilisé est le taux de change à la date d'entrée ou, le cas échéant, celui de la couverture si celle-ci a été prise avant l'opération. Les frais engagés pour mettre en place les couvertures sont également intégrés au coût d'acquisition. Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires.

2. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

2.1. Etat des immobilisations

	31/03/2011	Acquisitions	Cessions / Diminutions	31/12/2011
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	1 331 831	49 347		1 381 178
Fonds de commerce	63 365			63 365
Autres immobilisations incorporelles	56 829			56 829
Immobilisations incorporelles en cours*	173 000	165 000		338 000
Total immobilisations incorporelles	1 625 025	214 347	-	1 839 372
Immobilisations corporelles				
Terrains	-			-
Constructions	1 886 377			1 886 377
Matériel et outillage industriel	3 276 535	151 153	29 256	3 398 432
Installations et agencements	1 217 639	44 631	30 773	1 231 497
Matériel de transport	149 085			149 085
Matériel et mobilier informatique	744 176	29 562	115 832	657 906
Immobilisations corporelles en cours				-
Avances et acomptes				-
Total immobilisations corporelles	7 273 812	225 346	175 861	7 323 297
Immobilisations financières				
Titres de participation **	5 568 766	261 454	-	5 830 220
Dépôts et cautionnements	46 157	-		46 157
Prêts et autres immobilisations fin.	1 032 468	722 857	672 434	1 082 891
Total immobilisations financières	6 647 391	984 311	672 434	6 959 269
TOTAL	15 546 228	1 424 004	848 295	16 121 938

* les 338 K€ sont relatifs au développement d'un nouveau système de gestion intégré.

** Les 261 K€ d'acquisitions sur l'exercice correspondent :

- A l'augmentation de capital d'IDS Solutions Conditionnement à hauteur de 67 K€ (Cf. Note sur les faits marquants),
- A l'apport en capital d'Eurogerm Shanghai à hauteur de 125 K€ (Cf. Note sur les faits marquants),
- A l'augmentation de capital d'Eurogerm USA souscrite par Eurogerm SA à hauteur de 69 K€ (100%).

2.2. Etat des amortissements

	31/03/2011	Dotations	Diminutions	31/12/2011
Immobilisations incorporelles				
Logiciels, autres immob. incorporelles	1 147 015	103 387	-	1 250 402
Total immobilisations incorporelles	1 147 015	103 387	-	1 250 402
Immobilisations corporelles				
Terrains	-			-
Constructions	832 001	70 112		902 113
Matériel et outillage industriel	1 688 708	265 432	27 459	1 926 681
Installations et agencements	569 551	86 789	6 222	650 118
Matériel de transport	10 935	21 785		32 720
Matériel et mobilier informatique	570 354	40 909	113 033	498 230
Total immobilisations corporelles	3 671 549	485 027	146 714	4 009 862
TOTAL	4 818 564	588 413	146 714	5 260 264

2.3. Etat des provisions

	31/03/2011	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	31/12/2011
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	721 067	69 600	21 286	-	769 381
Provision pour hausse de prix	317 154	39 071		-	356 225
TOTAL	1 038 221	108 671	21 286	-	1 125 606
Provisions pour risques et charges					
Litiges	-	-	-	-	-
Autres provisions pour risques et charges	106 187	40 493		-	146 680
Provision pour perte de change	28 192		28 192		-
TOTAL	134 379	40 493	28 192	-	146 680
Provisions pour dépréciation					
Sur titres de participation *	460 000	100 000		-	560 000
Sur stocks et en cours	35 662	27 387	35 662	-	27 387
Sur comptes clients **	348 119	8 940	302 437		54 621
Autres provisions pour dépréciation				-	-
TOTAL	843 781	136 327	338 099	-	642 008
TOTAL GENERAL	2 016 381	285 491	387 577	-	1 914 296
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		36 327	338 099		
financières		100 000	28 192		
exceptionnelles		149 164	21 286		

* Au vue de la situation nette de ses filiales au 31 décembre 2011, la société Eurogerm SA a déprécié :

- les titres d'Eurogerm USA à hauteur de 50K€;
- les titres d'Eurogerm Brésil à hauteur de 50K€

** dont reprise de 300K€ relatifs à une créance provisionnée à 100% au 31 mars 2011, et comptabilisée en pertes d'exploitation pour le même montant sur l'exercice.

2.4. Etat des échéances des créances

ETAT DES CREANCES		Montant brut 31/12/2011	1 an au plus	Plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations	-	-	-
	Prêts	-	-	-
	Autres immobilisations financières	1 129 049	250 000	879 049
	Clients douteux ou litigieux	57 455	-	57 455
DE L'ACTIF CIRCULANT	Autres créances clients	10 357 056	10 357 056	-
	Personnel et comptes rattachés	10 980	10 980	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 496	8 496	-
	Etat : impôts sur les bénéfices	-	-	-
	Etat : taxe sur valeur ajoutée	235 921	235 921	-
	Etat : autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
	Etat : divers	40 833	40 833	-
	Groupe et associés	578 636	578 636	-
	Débiteurs divers	176 428	176 428	-
	Charges constatées d'avance	411 292	411 292	-
TOTAL CREANCES		13 006 145	12 069 641	936 504

2.5. Composition du capital social

Différentes catégories de titres	Valeurs nominales en euros	Nombre de titres			
		Au début	Créés	Remboursés	En fin
CAPITAL	0.1000	4 295 521	-	-	4 295 521

Au 31 décembre 2011, le capital se compose de 1 338 113 actions à droits de vote simple et 2 957 408 actions à droits de vote double.

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 septembre 2008, a décidé l'attribution de 22 250 options de souscription d'actions dans le cadre de l'ouverture d'un plan de stock options. Ce plan a été arrêté en conformité de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 2 février 2007. Le prix de souscription a été fixé par le Conseil d'Administration à 13 euros (valeur également retenue pour le calcul de la contribution sociale de 10%). Les mandataires sociaux bénéficiaires sont tenus de conserver au minimum 10% des actions issues de la levée de leurs options jusqu'à la date de cessation de leurs fonctions. Aucune de ces options n'a été exercée en date du 31/12/2011.

Contrat de liquidité :

Eurogerm a confié à NATIXIS SECURITIES l'animation de son titre dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers.

Pour la mise en œuvre de ce contrat, une somme de 0,5 million d'euros a été initialement portée au compte de liquidité et comptabilisée dans le poste « autres immobilisations financières ».

Au 31 décembre 2011, le nombre d'actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité est de : 5 895 actions.

2.6. Tableau de variation des capitaux propres

	Capital	Primes	Réserves	Report à Nouveau	Résultat	Subventions invest.	Provisions réglementées	Total
31/03/2010	429 552	9 397 809	12 897 605	2 043	1 856 658	98 095	829 214	25 510 976
Affectation du résultat 31/03/2010			1 856 658		(1 856 658)			0
Dividendes distribués			(859 104)	6 404	0	0		(852 700)
Augmentation de capital								0
Variation prov réglementées							209 007	209 007
Divers						(14 038)		(14 038)
Résultat de l'exercice 31/03/2011					2 884 969			2 884 969
31/03/2011	429 552	9 397 809	13 895 159	8 447	2 884 969	84 057	1 038 221	27 738 214
Affectation du résultat 31/03/2011			2 884 969		(2 884 969)			0
Dividendes distribués			(859 104)	862				(858 242)
Variation prov réglementées							87 385	87 385
Divers			8 447	(8 447)		(10 414)		(10 414)
Résultat de l'exercice 31/12/2011					1 894 998			1 894 998
31/12/2011	429 552	9 397 809	15 929 471	862	1 894 998	73 643	1 125 606	28 851 941

2.7. Etat des échéances des dettes

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an Au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts dettes à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
Emprunts dettes à plus de 1 an à l'origine	512 510	217 857	294 653	-
Emprunts dettes financières divers	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	4 494 105	4 494 105	-	-
Personnel et comptes rattachés	807 671	807 671	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	791 219	791 219	-	-
Etat : impôts sur les bénéfices	165 825	165 825	-	-
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	94 755	94 755	-	-
Groupe et associés	771	771	-	-
Autres dettes	241 167	241 167	-	-
Produits constatés d'avance	1 833	1 833	-	-
TOTAL DES DETTES	7 109 856	6 815 202	294 653	-
Emprunts souscrits en cours exercice	-	-	-	-
Emprunts remboursés en cours exercice	159 449	-	-	-
Emprunts dettes associés	771	-	-	-

2.8. Frais de recherche appliquée et de développement

Le montant des frais de Recherche et Développement fait l'objet d'une comptabilisation en charges et s'élèvent au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 à 401 K€

2.9. Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres immobilisations financières	56 445
Créances clients et comptes rattachés	104 883
Autres créances	188 094
Disponibilités	79 354
Total	428 776

2.10. Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	341 402
Dettes fiscales et sociales	1 326 866
Autres dettes	222 968
Total	1 891 235

Détail dettes fiscales et sociales :

- congés à payer : 353 714 euros
- autres charges de personnel : 238 045 euros
- participation : 215 580 euros
- charges sociales sur congés à payer : 169 774 euros
- autres charges sociales : 254 998 euros
- état charges à payer : 94 755 euros

2.11. Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	411 292
Total	411 292
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	1 833
Total	1 833

2.12. Tableau concernant les entreprises/parties liées et les participations

POSTES DU BILAN	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES/PARTIES (EN K€)	
	Liées	Avec lesquelles la Société a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations	5 753	47
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-
Créances clients et comptes rattachés	3 631	3
Autres Créances	579	-
Capital souscrit appelé, non versé	-	-
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	-	-
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	161	291
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	6	-
Charges financières	-	-
Produits financiers	56	3

3. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur géographique	Montant
FRANCE	21 170 375
EXPORT	12 224 413
Total	33 394 788

3.2. Rémunération des dirigeants

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction	Montant
Total	269 023

Par ailleurs, le nombre d'options de souscription d'actions attribuées aux organes de direction s'élève à 3000.

3.3. Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à la disposition de l'entreprise
Cadres	37	
Agents de maîtrise et techniciens	38	
Employés	20	3
Ouvriers	25	6
Total	120	9

3.4. Détail du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
VNC et Produits de cession des immobilisations	29 148	32 002
Dotations / Reprises amortissements dérogatoires	69 600	21 286
Dotations / Reprises provisions pour hausse de prix	39 071	
Produits sur exercices antérieurs		15 686
Résultat des opérations sur actions propres		14 478
Dotation/reprise provision pour risques	40 493	
Quote part de subvention investissement		10 414
VNC et Produits de cession des immobilisations financières	-	-
Divers	22 171	12 405
Total	200 483	106 271
Total net	-94 212	

3.5. Détail des transferts de charges

	31/12/2011
Mises à disposition diverses	112 604
Formation	68 977
Prestations diverses	87 677
Divers	38 095
Remboursements divers	2 124
Total	309 477

3.6. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôt	Impôt
Résultat courant	3 138 946	1 013 473
Résultat exceptionnel	(94 212)	(28 872)
Participation	253 664	(88 942)
Résultat comptable	2 791 070	895 659

4. ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

4.1. Dettes garanties par des sûretés réelles

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	464 167
Total	464 167

4.2. Engagements financiers

Engagements donnés :

Avals et cautions	880 516
Total	880 516

En matière de droits individuels à la formation, le volume d'heures acquises au 31/12/2011 n'ayant pas donné lieu à demande s'élève à 10 691 heures.

En matière de pensions et retraites : le montant des engagements non couverts par une assurance est évalué à la clôture de l'exercice à 306 K€ après couverture par un contrat d'assurance (220 K€ au 31 décembre 2011).

Les hypothèses de calcul retenues sont les suivantes (méthode rétrospective avec salaire de fin de carrière) :

- taux annuel de revalorisation des salaires (inflation comprise) : 2 %
- taux net annuel de capitalisation (inflation comprise) : 4 %
- taux de mobilité (turn over) : 4% de 15 à 49 ans – 0% à partir de 50 ans
- âge de départ à la retraite : 65 ans
- modalités de départ en retraite : à l'initiative du salarié
- taux annuel d'actualisation : 4%
- taux de charges sociales patronales : 45%

4.3. Risques financiers

Les risques décrits dans l'annexe consolidée correspondent essentiellement aux risques de l'entreprise consolidante Eurogerm.

4.4. Crédit bail

Nature	Terrains	Constructions	Instal. matériel et outillage	Autres	Total
Valeur d'origine	445 248	5 536 589			5 981 837
Amortissements					
- cumuls exercices antérieurs	-	1 194 898	-		1 194 898
- dotations de l'exercice	-	196 372			196 372
Total	-	1 391 270			1 391 270
Redevances payées					
- cumuls exercices antérieurs	-	2 815 941			2 815 941
- exercice	-	554 121			554 121
Total	-	3 370 062			3 370 062
Redevances restant à payer					
- à un an de plus	-	355 102			355 102
- entre 1 et 5 ans	-	1 269 061			1 269 061
- à plus de 5 ans	-	1 552 532			1 552 532
Total	-	3 176 695			3 176 695
Valeur résiduelle					
- à un an au plus	-	-			-
- à plus de 5 ans	-	-			-
Total	-	-			-
Montant en charges sur l'exercice	-	430 830			430 830

4.5 Accroissements et allègements dette future d'impôt

Nature des différences temporaires	Montant
Accroissements	
Provisions réglementées:	
- Provision pour hausse de prix	118 742
- amortissements dérogatoires	256 461
Subventions d'investissement :	24 548
Total des accroissements	399 750
Allègements	
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- participation des salariés	71 860
- organic	18 001
Total des allègements	89 861

4.6 Identité de la société mère consolidant les comptes

Dénomination sociale	Forme	Capital	Siège social
ACG	SARL	971 100	24 RUE BUFFON 21000 DIJON

4.7 Montant des honoraires versés aux commissaires aux comptes

Le montant des honoraires de commissariat aux comptes figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

4.8 Transactions avec les parties liées

La société ACG, détenue par Monsieur Jean Philippe GIRARD, réalise au profit de la société Eurogerm SA des prestations de conseil, d'assistance en matière de définition de stratégie, de politique commerciale et de marketing. A ce titre, la rémunération versée à la société ACG s'est élevée à 401 K€HT au titre de l'exercice.

Le groupe Informatique Minute, détenu majoritairement par la société ACG, réalise au profit d'Eurogerm SA des prestations recouvrant notamment le développement de programmes et logiciels, la maintenance informatique et la vente de matériel informatiques. Le montant de ces prestations s'est élevé à 328 K€HT au titre de l'exercice.

4.9 TABLEAU DES FILIALES ET DES PARTICIPATIONS

(en euros)

	SIREN	CAPITAL	CAPITAUX PROPRES AVANT RESULTATS	QUOTE-PART DU CAPITAL DETENU (EN %)	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS & AVANCES CONSENTIS PAR LA SOCIETE ET NON ENCORE REMBOURSE	MONTANTS DES CAUTIONS ET AVALS DONNES PAR LA SOCIETE	CHIFFRES D'AFFAIRES HT DU DERNIER EXERCICE ECOULE	RESULTATS DU DERNIER EXERCICE CLOS	DIVIDENDES ENCAISSES PAR LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE	OBSERVATIONS
					BRUTE	NETTE						
RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS CI-DESSOUS												
1. FILIALES (+ DE 50%)												
EUROGERM SENEGAL		175 316	511 833	51%	90 875	90 875		300 000	2 925 338	151 543	0	Bilan 31.12.11
EUROGERM ANDINA		515 356	475 765	70%	329 907	329 907	1 661		1 073 720	117 340		Bilan 31.12.11
EUROGERM BRESIL		124 176	117 830	80%	95 414	45 414			809 000	(60 200)		Bilan 31.12.11
EUROGERM Mexique		11 522	340 900	70%	9 535	9 535			2 099 222	145 977	41 871	Bilan 31.12.11
EUROGERM Maroc		168 663	205 008	65%	111 178	111 178		11 854	1 205 261	41 217		Bilan 31.12.11
EUROGERM LEAG		7 212	1 065 749	100%	4 200 176	3 900 176			5 153 767	59 291		Bilan 31.12.11 (9 mois)
EUROGERM USA		1	1 505	100%	188 141	138 141	355 487		119 819	(192 097)		Bilan 31.12.11 (9 mois)
GUSTALIS SOLUTIONS SAVEUR	530 061 068	300 000	300 284	70%	210 000	210 000		468 662	3 504 180	218 895		1er bilan 31.12.11
IDS SOLUTIONS CONDITIONNEMENT	450 114 798	337 394	(31 499)	51%	227 265	67 265	213 857		3 067 090	(68 195)		Bilan 31.12.11 (15 mois)
2. PARTICIPATIONS (10 à 50%)												
EUROGERM ALGERIE		204 772	400 937	50%	45 735	45 735			0	(152)		Bilan 31.12.11
MOULIN NEUF	345 388 276	69 600	522 237	13,79%	31 760	31 760			1 474 099	68 296	2 834	Bilan 31.12.11 (9 mois)
LAPOGE SCI	382 486 801	2 287	205 769	10%	229	229			155 531	(62 678)		Bilan 31.12.11
GUSTALIS CERELAB	504 932 914	300 000	813 564	40%	120 000	120 000			3 390 349	205 938		Bilan 31.03.11
MOULIN TARON	421 888 876	24 000	174 252	10%	15 000	15 000			668 194	8 462		Bilan 31.12.11
EUROGERM SHANGHAI		278 559		50%	125 000	125 000	1 027					



**Rapport des Commissaires aux
Comptes sur les comptes annuels
clos au 31 décembre 2011**

SA EUROGERM

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice : 1^{er} avril 2011 - 31 décembre 2011

S.E.C.C

**15 Rue George Sand
21300 CHENOVE**

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT

**37 Rue Elsa Triolet – Parc Valmy
21000 DIJON**

Exercice : 1^{er} avril 2011 - 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2011 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société EUROGERM, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 – Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme précisé dans la note 1.7 de l'annexe, votre Société procède à un test de dépréciation des titres de participation afin de déterminer si leur valeur actuelle est inférieure à leur valeur comptable historique. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons apprécié les hypothèses utilisées dans le cadre de la détermination de cette valeur actuelle. Cette valeur est appréhendée notamment sur la base de l'actif net comptable corrigé des prévisions de résultats.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

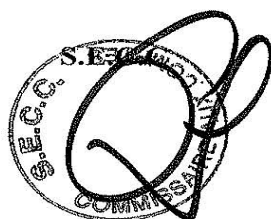
3 - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiqués dans le rapport de gestion.

Fait à Chenôve et à Dijon, le 27 avril 2012
Les Commissaires aux Comptes



Olivier SARLIN

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT



Jérôme BURRIER



Rapport de gestion

EUROGERM

Société anonyme à conseil d'administration
au capital social de 429 552,10 euros
Siège social : 2, rue du Champ Doré
Parc d'Activité du Bois Guillaume 21850 Saint Apollinaire
RCS Dijon B 349 927 012

ASSEMBLEE GENERALE DU 12 JUIN 2012

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2011

Chers Actionnaires,

En application des statuts de la société Eurogerm (« **Société** ») et des dispositions du Code de commerce, nous vous avons réunis d'une part en Assemblée Générale Ordinaire pour vous rendre compte de l'activité de la Société et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 et pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice ainsi que d'autoriser le Conseil à l'effet de permettre à la Société de racheter ses propres actions, et d'autre part en Assemblée Générale Extraordinaire afin (i) de modifier l'article 27.I des statuts concernant certaines modalités de représentation aux assemblées générales, et (ii) de renouveler certaines délégations facilitant la réalisation d'opérations financières éventuelles.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

I) SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES (GROUPE) AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE – ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

1. Faits marquants de l'exercice :

Evolutions des participations :

- Eurogerm SA est devenue majoritaire en mai 2011 dans la société IDS Solutions Conditionnement (détention portée de 40% à 51%). Cette filiale, spécialisée dans le conditionnement à façon dans l'industrie agroalimentaire, est consolidée par intégration globale au 31 décembre 2011 (soit 7 mois d'activités).
- A noter également la création en cours d'exercice de la filiale Eurogerm Shanghai, détenue à 50% par Eurogerm SA, dont l'activité n'a pas encore démarré.

Autres faits marquants :

L'Assemblée Générale du 27 Septembre 2011 a décidé la modification de la date de clôture de l'exercice, qui prend fin désormais le 31 décembre 2011, et qui clôture donc un exercice de 9 mois, couvrant la période du 1^{er} avril au 31 décembre 2011.

Des informations consolidées pro-forma 31 décembre 2010 (9 mois) ont été établies afin de comparer notamment les résultats de l'exercice écoulé (du 1^{er} avril 2011 au 31 décembre 2011) avec ceux de l'exercice précédent sur la même période (du 1^{er} avril 2010 au 31 décembre 2010).

2. Activité du Groupe :

Le groupe Eurogerm (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la recherche, le développement, le mélange et la commercialisation d'ingrédients céréaliers, d'auxiliaires technologiques et d'améliorants destinés aux producteurs et utilisateurs de farines et céréales techniques qui sont principalement les meuniers, les boulangers industriels et les industries alimentaires en France, en Europe et à l'international.

Reprise de la croissance du chiffre d'affaires

Malgré une conjoncture économique qui reste difficile, le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice clos le 31 décembre 2011 (9 mois) s'établit à 43 M€, en progression de 6,7% par rapport à la même période en 2010 (+3,3% à périmètre constant hors IDS Solutions Conditionnement).

Cette progression globale du chiffre d'affaires résulte de la très belle résistance de l'activité en France et en Europe et de la dynamique du Groupe à l'international (46,9% du chiffre d'affaires réalisé à l'export sur l'exercice contre 47,6% au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011).

Progression continue de l'activité à l'export

L'activité reste portée par une solide dynamique à l'international, malgré des bouleversements économiques et politiques sur certaines zones export, notamment au Moyen-Orient et en Afrique de l'Ouest.

L'activité en France progresse également en partie suite à l'intégration d'IDS Solutions Conditionnement.

La répartition du chiffre d'affaires par grande famille de produits et par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	Chiffre d'affaires	
	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Améliorants de panification et pré-mix (secteur boulangerie industrielle)	17 523	21 905
Correcteurs de meunerie et pré-mix (secteur meunerie)	9 050	10 947
Ingrédients, concepts, avants-produits de pâtisserie et divers	16 401	19 966
Total	42 974	52 818
<i>Dont France</i>	<i>22 820</i>	<i>27 684</i>
<i>Dont Export</i>	<i>20 154</i>	<i>25 134</i>
% France	53,1%	52,4%
% Export	46,9%	47,6%

Compte de résultat consolidé :

Les chiffres clés du compte de résultat consolidé de l'exercice écoulé sont les suivants :

En milliers d'euros	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)	31/12/2010 (proforma 9 mois)
Chiffre d'affaires	42 974	52 818	40 269
<i>% de croissance</i>	<i>+6,7%</i>	<i>+5,6%</i>	
Marge brute	19 179	23 087	17 343
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>44,6%</i>	<i>43,7%</i>	<i>43,1%</i>
EBITDA*	4 941	5 965	4 560
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>11,5%</i>	<i>11,3%</i>	<i>11,3%</i>
Résultat d'exploitation	3 810	4 546	3 496
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>8,9%</i>	<i>8,6%</i>	<i>8,7%</i>
Résultat net des entreprises intégrées**	2 609	3 446	2 789
<i>% de chiffre d'affaires</i>	<i>6,1%</i>	<i>6,5%</i>	<i>6,9%</i>
Résultat des sociétés mises en équivalence	-85	-21	-21
Amortissement écarts d'acquisition	-213	-285	-210
Résultat net part du groupe	2 118	2 879	2 344
<i>% de résultat net part du groupe / CA</i>	<i>4,9%</i>	<i>5,5%</i>	<i>5,8%</i>

* EBITDA = résultat d'exploitation avant amortissements

** Résultat net avant amortissement des écarts d'acquisition (goodwill) et quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence.

En dépit de la pression continue sur les prix, et compte tenu de l'intégration d'IDS Solutions Conditionnement, la marge brute progresse en valeur mais également en pourcentage : 44,6 % du chiffre d'affaires (contre 43,7% sur l'exercice précédent et 43,1% au 31 décembre 2010).

Grâce à une bonne maîtrise des charges de structure, et malgré une baisse des subventions liées au pôle de compétitivité Vitagora, le résultat d'exploitation progresse de 9,0% par rapport au 31 décembre 2010, et également en pourcentage du chiffre d'affaires.

Compte tenu de ces éléments mais d'un résultat financier en progression, le résultat net des entreprises intégrées avant amortissement des goodwill s'établit à 2 609 K€ au 31 décembre 2011, représentant une marge nette de 6,1% du chiffre d'affaires, contre 6,5% au 31 mars 2011.

Situation financière du Groupe :

En milliers d'euros	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Actif immobilisé	17 052	15 160
Capitaux propres (part du groupe)	29 182	27 942
Intérêts minoritaires	812	667
Emprunts et dettes financières (1)	7 494	5 353
Disponibilités et valeurs mobilières (2)	12 868	13 480
Trésorerie nette (2)-(1)	5 374	8 127
Trésorerie à moyen terme (3)	929	943
Trésorerie nette totale (2)-(1)+(3)	6 303	9 070

Compte tenu de l'intégration d'IDS Solutions Conditionnement, l'endettement à moyen et long terme du Groupe augmente mais la structure financière du Groupe reste saine et robuste, en raison d'une trésorerie nette positive.

Au 31 décembre 2011, les capitaux propres part du groupe représentent 62% du total du bilan, contre 65% au 31 mars 2011.

Investissements réalisés par le Groupe :

Les investissements du Groupe (y compris financiers) se sont élevés au cours de l'exercice à un montant global de 0,7 M€.

Progrès réalisés et difficultés rencontrées :

Les progrès réalisés se retrouvent dans la progression de notre activité et notre développement :

- nous poursuivons les implantations à l'export par contacts directs, ainsi que les prospections dans de nouveaux pays et notamment en Amérique Latine, Amérique du Nord, Afrique du Sud, Afrique de l'Est et Asie ;
- nous maintenons notre forte innovation produits et continuons le développement de services.

Principaux risques et incertitudes :

Les principaux risques et incertitudes auxquels est confrontée notre Société sont les suivants :

- difficultés dans les secteurs de la meunerie et de la panification ;
- concentration des intervenants sur les secteurs de la meunerie et de la panification ;
- volatilité du prix des matières premières ;
- évolution de la parité euro/dollar ;

- crise économique mondiale ;
- risques liés aux hommes et aux savoirs-faires du groupe ;
- risques liés aux produits et à la sécurité alimentaire ;
- risques pays (politico-géographiques) ;
- risque lié à la réglementation applicable aux industries alimentaires (traçabilité...).

Le Groupe, à travers la Société, a mis en place un système de management des risques afin de prévenir et réduire l'ensemble de ceux auquel il est confronté.

Par ailleurs, le Groupe estime ne pas être soumis à un risque de taux d'intérêt significatif, en raison de la faible sensibilité de son endettement aux variations de taux.

Enfin, le risque de change auquel le Groupe est confronté est également limité au risque de change peu significatif pesant sur les filiales étrangères en dehors de la zone Euro.

II) EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant

III) ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Les matières premières, ingrédients et produits futurs sont identifiés et développés et/ou sélectionnés par une équipe de chercheurs et techniciens d'application de la Société.

Des collaborations scientifiques avec des universités ou centres de recherche sont entreprises afin d'élargir le champ d'expertise sur l'ensemble de la filière de l'agronomie à la boulangerie artisanale ou industrielle, en passant par la formation.

Dans le cadre de son activité de recherche et développement, la Société est un des partenaires clé du pôle de compétitivité VITAGORA, centré sur les axes Goût/Nutrition/Santé.

Le montant des frais de Recherche et Développement font l'objet d'une comptabilisation en charges et représentent au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 près de 1% du chiffre d'affaires.

IV) EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Nous entendons poursuivre l'orientation donnée à notre activité et nous envisageons une augmentation de notre chiffre d'affaires pour l'exercice 2012 par la croissance de l'activité des sociétés en place. Par ailleurs, le démarrage des nouvelles filiales aux Etats-Unis et en Chine, ainsi que le partenariat avec NISSHIN SEIFUN devraient renforcer cette perspective de croissance.

V) PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Non applicable.

VI) REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE

Pour répondre à l'obligation faite par la loi de mentionner l'identité des personnes physiques ou morales possédant plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers ou de la moitié du capital social, nous vous informons qu'au 31 décembre 2011, la répartition du capital et des droits de vote de la société était la suivante :

	Situation au 31 décembre 2011				Situation au 31 mars 2011			
	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	% du capital	% droits de vote	Nombre d'actions	Nombre de droits de vote	% du capital	% droits de vote
Société Mobago	2 685 621	5 311 974	62,52	73,24	2 685 396	5 311 749	62,52	74,60
Nisshin Seifun Group	634 580	634 580	14,77	8,75	634 580	634 580	14,77	8,91
CM-CIC Investissement	360 877	530 877	8,40	7,32	286 610	286 610	6,67	4,03
Autres (dont Public)	614 443	775 498	14,30	10,69	688 935	887 400	16,04	12,46
TOTAL	4 295 521	7 252 929	100,00	100,00	4 295 521	7 120 339	100,00	100,00

Nous devons vous rendre compte des opérations d'achat et de vente par la Société de ses propres actions afin d'en réguler le cours (article L. 225-209-1 du Code de commerce).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la Société a procédé aux opérations suivantes sur ses propres actions dans le cadre du contrat de liquidité (d'un coût négligeable) :

- achat de 22 300 actions au prix moyen de 15,71€
- vente de 21 238 actions au prix moyen de 15,83 €

Au 31 décembre 2011, la société détenait 5 895 de ses propres actions (soit 0.14% du capital) pour une valeur brute de 97 K€.

Par ailleurs, aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée au cours de l'exercice sur les actions propres.

Est joint en **Annexe A** un tableau récapitulatif des délégations de pouvoirs et de compétence en cours de validité de la Société établi conformément aux dispositions de l'article L.225-100 du Code de Commerce.

VII) FILIALES ET PARTICIPATIONS

S'agissant des filiales et participations, nous vous avons présenté leur activité lors de notre exposé sur l'activité du Groupe. Le tableau des filiales et participations figurant dans l'annexe des comptes annuels vous indique les principales données financières de ces sociétés. Nous vous rappelons que les filiales et participations sont présentées aux paragraphes VIII et XIII.

PRISES DE PARTICIPATION OU DE CONTROLE:

La Société a porté sa participation à hauteur de 51% dans la SARL IDS SOLUTIONS CONDITIONNEMENT par le biais d'une augmentation de capital entièrement souscrite par la Société d'un montant de 67 K€.

La Société a créé une filiale détenue à 50% en Chine : Eurogerm SHANGHAI.

VIII) SOCIETES CONTROLEES

Nous vous rappelons que notre Société contrôle au sens de l'article L 233-3 du Code de Commerce les sociétés suivantes :

	Pays d'origine	Pourcentage de contrôle
<u>- filiales étrangères de production et de commercialisation</u>		
EUROGERM SENEGAL	Sénégal	51 %
EUROGERM ANDINA	Pérou	70 %
EUROGERM MEXICO	Mexique	70 %
EUROGERM MAROC	Maroc	65 %
EUROGERM LEAG	Espagne	100 %
EUROGERM BRESIL	Brésil	80 %
EUROGERM USA	Etats-Unis	100 %
EUROGERM SHANGHAI	Chine	50 %
EUROGERM ALGERIE	Algérie	50 %
<u>- autres filiales</u>		
GUSTALIS SOLUTIONS SAVEUR	France	70 %
IDS SOLUTIONS CONDITIONNEMENT	France	51 %

IX) PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102 du Code de Commerce, nous vous rendons compte de l'état de la participation des salariés au capital de la Société au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2011 :

Dans le cadre du plan d'épargne entreprise, cette participation est nulle. Il est cependant à noter que la proportion connue en nominatif du capital détenue par le personnel de la Société et par le personnel des sociétés qui lui sont liées s'élève à 0,83% au 31 décembre 2011, représentant 0,99% des droits de vote.

Les actionnaires ont été consultés sur l'augmentation de capital réservée aux salariés (article L.225-129-6 du Code de Commerce) en date du 23 décembre 2010.

X) EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS DE LA SOCIETE

DONNES EN K EURO

	31/03/2009	31/03/2010	31/03/2011	31/12/2011
	12 mois	12 mois	12 mois	9 mois
CA	41 828	41 325	43 187	33 395
MB	17 319	16 832	17 922	14 136
AACE	-5 928	-5 777	-5 894	-4 566
CHARGES DE PERSONNEL (dont intérimaires et stagiaires)	-6 573	-6 816	-6 938	-5 462
DOT° AMORTISSEMENTS	-496	-712	-786	-588
Crédit bail immobilier (extension)		-416	-411	-350
IMPOTS & TAXES	-608	-631	-695	-575
AUTRES PRODUITS (subventions, CIR, transferts de charges)	625	477	493	318
Autres	-83	-125	-226	-9
Résultat exploitation	4 256	2 832	3 465	2 904
Résultat financier	493	159	558	235
Résultat exceptionnel	-1 044	-318	-110	-94
IS / PARTICIPATION	-1 225	-815	-1 028	-1 150
RESULTAT NET	2 480	1 858	2 885	1 895
PARTICIPATION	271	100	229	254

Au titre des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 de la société EUROGERM SA :

- le chiffre d'affaires H.T. s'est élevé à 33 394 788 euros ;
- le total des produits d'exploitation s'élève à 34 049 999 euros ;
- les charges d'exploitation de l'exercice se sont élevées à 31 145 959 euros ;
- Le résultat d'exploitation ressort à 2 904 040 euros ;
- Le montant des traitements et salaires s'élève à 3 490 542 euros ;
- Le montant des charges sociales s'élève à 1 653 018 euros ;
- L'effectif salarié moyen s'élève à 130 contre 125 au titre de l'exercice précédent. Il est précisé que la Société a supporté des dépenses de travail intérimaire qui se sont élevées à 279 763 euros.

Compte tenu d'un résultat financier de +234 907 euros, le résultat courant avant impôt de l'exercice ressort à 3 138 946 euros.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du résultat exceptionnel de - 94 212 euros, de la participation des salariés au bénéfice de 253 664 euros et de l'impôt sur les bénéfices de 895 659 euros, le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 1 895 411 euros.

Au 31 décembre 2011, le total du bilan de la Société s'élevait à 36 235 517 euros contre 35 321 868 euros pour l'exercice précédent, soit une variation de + 2,59 %.

Est joint en **Annexe B** au présent rapport, le tableau des résultats des cinq derniers exercices prévu par l'article R.225-102 du Code de Commerce.

XI) ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RESULTATS SOCIAUX

La hausse du résultat d'exploitation de la Société se caractérise par :

- L'évolution du chiffre d'affaires ;
- L'amélioration de la marge brute ;
- La bonne maîtrise des charges de structure, malgré le renforcement des équipes commerciales.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du résultat exceptionnel, de la participation mais d'une hausse de l'impôt sur les bénéfices (liée à l'absence d'exonération liée au pôle de compétitivité Vitagora), le résultat net est en baisse par rapport à celui de l'an passé.

L'évolution de la situation de trésorerie a été la suivante au cours de l'exercice :

<i>Données en milliers d'euros</i>	31/12/2011 (9 mois)	31/03/2011 (12 mois)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	428	4 998
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(657)	(2 618)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(1 301)	(799)
Flux nets globaux de trésorerie	(1 530)	1 581

La situation financière de notre Société est saine avec un niveau de capitaux propres élevé et un faible recours à l'endettement à long terme.

XII) PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

XIII) COMPTES CONSOLIDES

Au 31 décembre 2011, le périmètre de consolidation du groupe Eurogerm comprenait les sociétés suivantes :

Nom de la société	Méthode de consolidation	% d'intérêts	% de contrôle	Pays d'activité	Siège social	N° SIREN des sociétés françaises
Eurogerm SA	Société mère	-	-	France	St-Apollinaire	349 927 012
Gustalis Cérélab	Mise en équivalence	40,00 %	40,00 %	France	Longvic	504 932 914
Gustalis Solutions Saveur	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	France	St Apollinaire	530 061 068
IDS Solutions Conditionnement	Intégration globale	51,00 %	51,00 %	France	Maligny	450 114 798
Eurogerm Sénégal	Intégration globale	51,00 %	51,00 %	Sénégal	Dakar	
Eurogerm Andina	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	Pérou	Lima	
Eurogerm Mexico	Intégration globale	70,00 %	70,00 %	Mexique	Mexico	
Eurogerm Algérie	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Algérie	Alger	
Leag – Eurogerm S.L.	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	Espagne	Abrera (Barcelone)	
Eurogerm Maroc	Intégration globale	65,23 %	65,23 %	Maroc	Casablanca	
Eurogerm Brésil	Intégration globale	80,00 %	80,00 %	Brésil	Sao Paulo	
Eurogerm USA	Intégration globale	100,00 %	100,00 %	Etats-Unis	Andover (Massachussets)	
Eurogerm Shanghai	Intégration proportionnelle	50,00 %	50,00 %	Chine	Shanghai	

Les principales données en matière d'activité, de résultat et de situation financière sont analysées au paragraphe I.

Sociétés non consolidées

Par ailleurs, les sociétés suivantes ne sont pas consolidées en raison de l'intérêt négligeable qu'elles représentent au regard de l'image fidèle.

Raison sociale	Taux de détention
Moulin neuf SARL	13,79 %
Minoterie Taron SARL	10,00 %
Lapogé SCI	10,00 %

Les principales données financières sont les suivantes (31/12/2011) :

Nom de la société	Capitaux Propres (avant résultat)	Résultat Net
Moulin neuf SARL	522 K€	68 K€
Minoterie Taron SARL	175 K€	8 K€
Lapogé SCI	206 K€	-63 K€

Nous vous demandons, conformément aux articles L.225-100 et L.233-16 du Code de Commerce, de bien vouloir approuver les comptes consolidés qui vous sont présentés.

XIV) AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 1 895 411 euros de la manière suivante :

ORIGINE

Résultat bénéficiaire de l'exercice : 1 895 411,45 euros.
Report à nouveau : 862 euros

Soit un bénéfice distribuable de 1 896 273,45 euros

AFFECTATION

- Aux autres réserves, soit 1 037 169,25 euros
- A titre de dividende 859 104,20 euros

Le dividende unitaire est donc de 0,20 euros.

Le dividende en numéraire sera mis en paiement le 28 juin 2012.

Ce dividende est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40% prévue au 2^o de l'article 158-3 du Code général des impôts, sauf option de ces personnes physiques, au plus tard lors de l'encaissement du dividende, pour le prélèvement forfaitaire libératoire de 21%, dans les conditions prévues à l'article 117 quater du code général des impôts.

XV) RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes	Autres revenus distribués
31/03/2011	859 104	0
31/03/2010	859 104	0
31/03/2009	1 073 880	0

Ces dividendes ont été éligibles, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40% prévue au 2^o de l'article 158-3 du Code général des impôts, sauf option de ces personnes physiques, au plus tard lors de l'encaissement du dividende, pour le prélèvement forfaitaire libératoire dans les conditions prévues à l'article 117 quater du code général des impôts.

XVI) DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous signalons que les comptes de l'exercice écoulé prennent en charges une somme de 28 356 euros, correspondant à des dépenses non déductibles fiscalement.

Par conséquent, l'impôt supporté en raison desdites dépenses et charges s'élève à 9 452 euros.

XVII) INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

En application de l'article L. 441-6-1 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après les informations sur les délais de paiement des fournisseurs de la Société.

Au 31 décembre 2011, la décomposition par échéances de la balance fournisseurs de la Société EUROGERM SA était la suivante (en milliers d'euros) :

	31/12/2011	31/03/2011
Dettes échues	314	732
Échéances inférieures à 30 jours	11	16
Échéances de 30 jours à 44 jours	981	1 232
Échéances de 45 jours à 60 jours	2 842	2 539
Échéances à 60 jours	0	0
Total	4 148	4 519

XVIII) OBSERVATIONS DU COMITE D'ENTREPRISE

Le Comité d'Entreprise n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L2323-8 du Code du travail.

XIX) INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Liste des mandats sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1, al. 3 du Code de commerce, nous vous communiquons ci-après la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux de la Société.

- M. Jean-Philippe Girard :

Jean-Philippe Girard est actuellement Président Directeur Général de la Société. Il est également gérant de ACG Participation.

Il est aussi :

- gérant des sociétés civiles immobilières suivantes : Golf de bourgogne, Axlica, Axycar, Cjp, Gimy, Jephi, Stegi, Juma, Hopavi, JJR73, Rotisserie du Chambertin et Le Tennis Country Club des bois de Norges et des sociétés à responsabilité limitée suivantes : Golact, IM holding, Golf de Bourgogne, Caveo ;

- président des SAS suivantes : Mobago, Informatique Minute, Rubis Capital Bourgogne et Gustalis Solutions Saveur ;
- président de la société SA Caliax :
- administrateur dans les sociétés suivantes : DBHB, ANIA, ARIA et SEDP.

- M. Benoît Huvet :

Monsieur Benoît Huvet occupe la direction générale et opérationnelle du Groupe.

Il est aussi Gérant de la société civile immobilière Jullensiad et des sociétés Vadriette, LEAG EUROGERM, Gustalis Solutions Saveur, Eurogerm Mexique et Eurogerm Andina.

Il est également Administrateur dans les sociétés suivantes : Eurogerm USA et Eurogerm Shanghai.

- SIGEFI représentée par M. Bertrand Robert :

La liste des sociétés pour lesquelles SIGEFI exerce des mandats est la suivante :

EUROGERM SA
PIGE
PPO
Financière de l'Elnon

- M. Philippe ALFROID (administrateur indépendant) :

La liste des sociétés pour lesquelles M. Philippe ALFROID exerce des mandats est la suivante :

- ESSILOR INTERNATIONAL
- ESSILOR OF AMERICA
- FAIVELEY TRANSPORT
- GEMALTO SA
- EUROGERM SA

- FCPR Cathay Capital 1 représentée par M. Edouard MOINET :

La liste des sociétés pour lesquelles FCPR Cathay Capital 1 exerce des mandats est la suivante :

Peninsula-Invest SA (Wolf)
D. Participations
Dotandsoft (Dotsoft)
Eurogerm SA
Mauboussin
Mobago
Réma & You

- OYC EU B.V. représentée par M. Mark Berman :

La liste des sociétés pour lesquelles Mark Berman exerce des mandats est la suivante :

Nisshin Seifun OYC (Shanghai)
Eurogerm SA

XX) PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS

Le Conseil d'Administration, réuni le 25 septembre 2008, a décidé l'attribution de 22 250 options de souscription d'actions dans le cadre de l'ouverture d'un plan de stock options. Ce plan a été arrêté en conformité de l'autorisation de l'Assemblée Générale du 2 février 2007. Le prix de souscription a été fixé par le Conseil d'Administration à 13 euros (valeur également retenue pour le calcul de la contribution sociale de 10%). Les mandataires sociaux bénéficiaires sont tenus de conserver au minimum 10% des actions issues de la levée de leurs options jusqu'à la date de cessation de leurs fonctions.

Aucune de ces options n'a été exercée en date du 31 décembre 2011.

XXI) INFORMATIONS CONCERNANT LES TRANSACTIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS ET LEURS PROCHES SUR LES TITRES DE LA SOCIETE (AMF, REGL. GENERAL ART. 223-22 et 223-26)

Personne concernée	Nature de l'opération	Dates des opérations	Montant des opérations
VADRILETTE (société liée à Benoît HUVET – DG)	Cession de 35 000 actions	04/08/2011	571 690 €

XXII) CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET SITUATION DE LEURS MANDATS

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports des Commissaires aux comptes.

Les mandats des co-commissaires aux comptes titulaire SECC et suppléant Stéphanie LAGACHE arrivent à échéance.

Nous vous proposons donc :

- De renouveler la société SECC - 15, Rue George Sand - BP 6- 21301 CHENOVE Cedex, Commissaire aux Comptes titulaire pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2017.
- De nommer Monsieur Stéphane BERT, domicilié 24 Avenue Victor Hugo à Dijon (21000), Commissaire aux comptes suppléant en remplacement de Stéphanie Lagache, pour une période de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2017.

L'annexe aux comptes consolidés comporte la synthèse des honoraires des commissaires aux comptes.

XXIII) SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs suivants, Philippe ALFROID et CATHAY CAPITAL (représentée par Edouard MOINET), ont été nommés lors de l'Assemblée Générale en date du 29 septembre 2009 pour une durée de trois (3) années qui prendra fin lors de la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle du 12 juin 2012. Nous vous proposons de renouveler à la prochaine Assemblée Générale le mandat de ces deux administrateurs.

Les administrateurs suivants, Jean Philippe GIRARD, Benoît HUVET et SIGEFI, représentée par Bertrand ROBERT, ont été renouvelés lors de l'Assemblée Générale en date du 28 septembre 2010 pour une durée de trois (3) années qui prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle à réunir en 2013 à l'effet d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

L'administrateur suivant, OYC EU BV, représentée par Mark BERMAN, a été nommé lors de l'Assemblée Générale en date du 28 septembre 2010 pour une durée de trois (3) années qui prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle à réunir en 2013 à l'effet d'approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Conformément à l'article R 225-102 du Code de commerce nous vous rappelons que nous sommes tenus de vous indiquer, dans le présent rapport de gestion, le choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévue à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce.

Suivant décision du Conseil d'administration du 28 septembre 2010, la Direction Générale est assurée par Monsieur Jean-Philippe GIRARD, Président du Conseil d'administration.

Monsieur Benoît HUVET, administrateur, assure les fonctions de Directeur Général Délégué.

XXIV) DECISIONS A PRENDRE

- Vous aurez à vous prononcer sur l'attribution de jetons de présence à votre Conseil, pour une enveloppe globale annuelle de 10 000 euros.
- Conformément aux dispositions du présent rapport, vous aurez à vous prononcer sur le renouvellement de certains administrateurs et d'un co-commissaire aux comptes titulaire et suppléant.
- Vous aurez également à vous prononcer sur une autorisation à donner au Conseil de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions de la société conformément à l'article L.225-209 du Code de Commerce : afin de permettre à notre Société d'améliorer la gestion financière de ses fonds propres, nous vous proposons, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, d'autoriser votre Conseil d'administration, en vue d'acquérir un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du nombre des actions composant le capital social de la Société.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue de :

- L'animation du marché ou la liquidité de l'action réalisée par un prestataire de service d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme aux principes énoncés dans la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'Investissement (AFEI) reconnue par l'AMF ;
- De leur conservation et remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe ;
- L'attribution des actions ainsi acquises à des salariés et mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- L'annulation éventuelle des actions sous réserve de l'autorisation donnée dans la dix-huitième résolution.

Les opérations ci-dessus décrites pourront être effectuées par tout moyen compatible avec la loi et réglementation en vigueur applicable aux sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur Alternext.

Le prix maximum d'achat ne pourra excéder 23 euros, et le nombre maximum d'actions pouvant être acquises au titre de l'autorisation ne pourra excéder 10% du capital de la société arrêté au 17 avril 2011, ce qui correspond à 429.552 actions. Sur la base d'un cours maximum de 23 euros, l'investissement théorique maximum ressort à 9.879.696 euros.

Vous donneriez au Conseil d'Administration avec faculté de délégation, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet ;

- De passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation boursière en vigueur ;
- D'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Le Conseil d'Administration donnerait aux actionnaires dans son rapport à l'Assemblée Générale annuelle, les informations relatives aux achats, aux transferts ou aux cessions d'actions ainsi réalisées.

L'autorisation serait consentie pour une durée de dix-huit mois, et prendrait donc fin le 11 décembre 2013. Elle remplacerait l'autorisation précédemment accordée par l'Assemblée Générale du 27 septembre 2011.

XXV) RESOLUTIONS A CARACTERE EXTRAORDINAIRE

Nous vous renvoyons au rapport du conseil d'administration présenté à l'assemblée générale extraordinaire s'agissant des résolutions à caractère extraordinaire, qui concernent la modification de l'article 27.I des statuts afin d'adapter certaines modalités de représentation aux assemblées générales aux dispositions législatives en vigueur, et (ii) de renouveler certaines délégations facilitant la réalisation d'opérations financières éventuelles.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le 17 avril 2012

M. Jean Philippe Girard
En qualité de Président du Conseil d'administration de la Société

**ANNEXE A - TABLEAU RECAPITULATIF DES DELEGATIONS DE POUVOIRS ET DE COMPETENCE
EN COURS DE VALIDITE DE LA SOCIETE (ARTICLE L.225-100 DU CODE DE COMMERCE)**

	Durée de validité à compter du 23 décembre 2010	Plafond autorisé en valeur nominale	Utilisation faite des délégations en cours d'exercice
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue de décider soit (i) l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et ou de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit au titre de créance, soit (ii) l'incorporation au capital de bénéfices, réserves ou prime.	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 300.000 euros* Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 25.000.000 euros*	
Délégation de compétence consentie au conseil d'administration en vue de décider, l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription sans indication de bénéficiaires.	26 mois	Montant nominal des augmentations de capital : 300.000 euros* Montant nominal des obligations et autres titres de créances donnant accès au capital : 25.000.000 euros*	
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres émis en cas de demande excédentaire dans le cadre d'une émission, avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de toutes autres valeurs mobilières donnant accès au capital décidées dans le cadre des délégations de compétence susvisées.	26 mois et devra être mise en œuvre dans les trente (30) jours de la clôture de la souscription de l'émission initiale concernée.	15% de l'émission initiale concernée*	
Autorisation donnée au conseil d'administration en vue de consentir des options de souscriptions d'actions au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux de la Société ou de ses filiales.	38 mois	5% du montant des actions composant le capital social au moment de l'attribution*	
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit des salariés et des dirigeants de la Société ou de ses filiales.	38 mois	5% du montant des actions composant le capital social au moment de l'attribution*	
Délégation de pouvoirs consentie au conseil d'administration en vue de procéder à une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires nouvelles, à libérer en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservées aux salariés adhérents au Plan d'Epargne Entreprise existant ou à instituer à l'initiative de	5 ans	40.000 euros	

la Société			
Autorisation donnée au conseil d'administration à l'effet de mettre en œuvre un programme de rachat d'actions de la Société.	18 mois (à compter de l'AG du 27 septembre 2011)	Jusqu'à 10% des actions composant le capital social	

Note : les plafonds susmentionnés peuvent, le cas échéant, être relevés du montant supplémentaire des actions ou valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital conformément aux dispositions du Code de Commerce.

* Le montant du plafond autorisé s'imputera sur le montant du plafond global autorisé fixé à 25.000.000 euros.

ANNEXE B - TABLEAU DES RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Tableau des résultats de la société au cours des 5 derniers exercices

(Article R. 225-102 du Code de Commerce)

	31/03/2008	31/03/2009	31/03/2010	31/03/2011	31/12/2011 (9 mois)
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	429 552	429 552	429 552	429 552	429 552
Nombre d'actions émises	4 295 521**	4 295 521	4 295 521	4 295 521	4 295 521
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	37 846 410	41 828 347	41 325 112	43 187 356	33 394 788
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	5 564 222	4 985 166	4 147 871	3 578 031	3 531 062
Impôts sur les bénéfices	1 174 683	953 622	715 435	798 728	895 659
Participation des salariés au titre de l'exercice	298 595	270 804	100 462	228 743	253 664
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	3 339 313	2 480 073	1 856 658	2 884 969	1 895 411
Résultat distribué	1 288 656	1 073 880	859 104	859 104	
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,95	0,88	0,78	0,59	0,55
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,78	0,58	0,43	0,67	0,44
Dividende distribué à chaque action	0,30	0,25	0,20	0,20	
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	112	112	118	124	130
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 978 597	4 099 974	4 213 184	4 404 060	3 490 542
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 884 759	1 946 319	1 977 978	2 122 798	1 653 018

* 0,27€ par action proposés à l'Assemblée Générale d'approbation des comptes du 27 septembre 2007, suite à l'augmentation de capital constatée par le Conseil d'Administration le 15 mai 2007 (émission de 528 801 actions, soit un total de 4 295 521 actions).

** Suite à l'introduction en bourse le 3 avril 2007, il a été constaté une augmentation de capital d'un montant de 52 880 euros par la création de 528 801 actions.



**Rapport spécial des Commissaires
aux Comptes sur les conventions
réglementées**

SA EUROGERM

**Rapport spécial des commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées**

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2011**

S.E.C.C

**15 Rue George Sand
21300 CHENOVE**

EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT

**37 Rue Elsa Triolet – Parc Valmy
21000 DIJON**

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

**Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice de 9 mois clos le 31 décembre 2011**

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L.225-38 du code de commerce.

Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

1) Contrat de prestations informatiques

- Avec la société INFORMATIQUE MINUTE DEVELOPPEMENT

(Administrateur concerné : Monsieur Jean-Philippe GIRARD)

Conformément à la convention de prestations informatiques conclue le 30 juillet 2010, votre société a demandé à la SARL INFORMATIQUE MINUTE DEVELOPPEMENT de réaliser une prestation de mise en place et de développement d'un ERP (Entreprise Ressource Planning) au sein de votre société. Le budget initial de ce développement est de 400.000 euros hors taxes.

A ce titre les prestations facturées à votre société au titre de l'exercice par la société INFORMATIQUE MINUTE DEVELOPPEMENT, se sont élevées à la somme de 165.000 euros hors taxes. Le montant cumulé facturé au 31 décembre 2011 s'élève à 338 000 euros hors taxes.

2) Contrat de mandataire social

- Avec Monsieur Benoît HUVET

Votre société a conclu le 8 juillet 2009 un avenant au contrat de mandataire social avec Monsieur Benoît HUVET en qualité de Directeur Général Délégué.

Les principales caractéristiques de cet avenant sont les suivantes :

- *La rémunération fixe annuelle brute passe à 120.000 euros, payable en 12 mensualités égales. Les autres caractéristiques du contrat demeurent inchangées :*
 - *En cas de rupture du mandat social à l'initiative du Directeur Général Délégué et en contrepartie de l'engagement de non-concurrence pendant une durée de 36 mois, il percevra une indemnité correspondant à 18 mois de rémunération nette moyenne des deux dernières années perçue dans la société EUROGERM.*
 - *En cas de révocation de ses fonctions de Directeur Général Délégué, il percevra une indemnité forfaitaire correspondant à 30 mois de rémunération nette moyenne des deux dernières années perçues dans la société EUROGERM.*
- *A cette partie fixe s'ajoute une partie variable d'un montant brut égal à 5 % du résultat courant des entreprises intégrées avant impôt sur les sociétés du groupe EUROGERM.*

La rémunération globale versée à Monsieur Benoît HUVET au titre de l'exercice, s'est élevée à la somme de 207.023 euros.

3) Contrat de sous-location

(Administrateurs concernés : Messieurs Jean-Philippe GIRARD et Benoît HUVET)

Conformément au contrat de sous location de janvier 2009, votre société donne en location à la SAS GUSTALIS SOLUTIONS SAVEUR des locaux nécessaires à son exploitation sis à SAINT APOLLINAIRE (21).

Consécutivement, les loyers se sont élevés à 4.347 euros hors taxes au titre de l'exercice.

4) Contrats de bail

- Avec la société SCI LAPOGE

(Administrateur concerné : Monsieur Jean-Philippe GIRARD)

La société SCI LAPOGE loue à votre société des locaux nécessaires à son exploitation situés à Quetigny (21).

a) Un premier avenant à ce bail a été conclu par votre société le 1^{er} mai 2010.

Les principales caractéristiques de cet avenant sont les suivantes :

- La SCI LAPOGE met à la disposition de votre société une surface supplémentaire de 290 m² environ comprenant une production et un stockage situés au rez-de-chaussée, le tout moyennant un loyer trimestriel complémentaire de 5.850 € hors taxes.

b) Un second avenant à ce bail a été conclu par votre société le 1^{er} mars 2011.

Les principales caractéristiques de cet avenant sont les suivantes :

- La SCI LAPOGE met à la disposition de votre société une surface de stockage supplémentaire de 160 m² suite à l'extension réalisée dans les locaux sis 5 rue des Artisans (21800 QUETIGNY), le tout moyennant un loyer mensuel complémentaire de 725 € hors taxes.

Les autres conditions du contrat demeurent inchangées.

Consécutivement, les loyers se sont élevés à 66.759 euros hors taxes au titre de l'exercice. Par ailleurs, la refacturation de la taxe foncière s'est élevée à 5.859 euros.

Un dépôt de garantie de 34.764 euros a été versé par votre société.

- Avec la société SCI GIMY

(Administrateur concerné : Monsieur Jean-Philippe GIRARD)

Conformément au contrat de bail commercial du 1^{er} avril 2005, votre société prend en location auprès de la SCI GIMY des bureaux commerciaux sis à PARIS (75016).

Consécutivement, les loyers se sont élevés à 47.414 euros hors taxes au titre de l'exercice. Par ailleurs, la refacturation de la taxe foncière s'est élevée à 931 euros.

Un dépôt de garantie de 8.800 euros a été versé par votre société.

Avec la société SCI JULLENSIAD

(Administrateur concerné : Monsieur Benoît HUVET)

- a) Conformément au contrat de location prenant effet en date du 16 mai 2005, votre société prend en location auprès de la SCI JULLENSIAD un appartement à usage d'habitation sis à DIJON.

Consécutivement, les loyers se sont élevés à 5.378 euros au titre de l'exercice.

Un dépôt de garantie de 500 euros a été versé par votre société.

- b) Conformément au contrat de bail commercial du 1^{er} octobre 2005, votre société prend en location auprès de la SCI JULLENSIAD des bureaux commerciaux sis à RAMBOUILLET.

Consécutivement, les loyers se sont élevés à 12.036 euros hors taxes au titre de l'exercice. Par ailleurs, la refacturation de la taxe foncière s'est élevée à 272 euros.

Un dépôt de garantie de 1.100 euros a été versé par votre société.

5) Contrat de prestations de conseils et assistance avec la société ACG

(Administrateur concerné : Monsieur Jean-Philippe GIRARD)

La société ACG facture à votre société des prestations de conseils et assistance en matière de définition de la stratégie, de la politique commerciale et marketing. Conformément au contrat de prestations de conseils applicable à compter du 2 février 2007, ces prestations sont rémunérées moyennant une redevance mensuelle égale à 1,2 % du chiffre d'affaires hors taxes mensuel réalisé par votre société.

Consécutivement, les prestations facturées à votre société au titre de l'exercice, par la société ACG, se sont élevées à la somme de 400.889 euros hors taxes.

Fait à Chenôve et à Dijon, le 27 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes



EXPERTISE COMPTABLE ET AUDIT



Jérôme BURRIER